

ATTAQUES DU PREMIER MINISTRE MALIEN CONTRE L'ALGÉRIE
**UNE DIVERSION POUR MASQUER LES ÉCHECS DES PUTSCHISTES,
SOULIGNENT DES EXPERTS**

Des experts ont souligné que le discours prononcé par le Premier ministre malien à l'Assemblée générale des Nations unies, dans lequel il a attaqué l'Algérie, n'était qu'une diversion visant à masquer les échecs cuisants des militaires putschistes au pouvoir, que le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a sévèrement recadré devant la même tribune onusienne.

P.16

ENTRE NOUS

Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient. » Ibn Khaldoun

Jeudi 10 Rabi Al Thani - 2 Octobre 2025 - N° 1138 : ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix :25 DA

RÉPRESSION "BRUTALE"
DES MANIFESTANTS
PACIFIQUES AU MAROC
**C'EST L'EXPRESSION
VISIBLE D'UN
SYSTÈME POLITIQUE
FONDÉ SUR LA
VIOLENCE**



La répression "brutale" des manifestants pacifiques, sortis dans plusieurs villes du Maroc réclamer de meilleurs services publics, est "l'expression visible d'un système politique fondé sur la violence", affirme la plateforme espagnole de solidarité avec le peuple sahraoui "N'oubliez pas le Sahara occidental", soulignant la nécessité de la relire à l'occupation du Sahara occidental.

P.7

SALON INTERNATIONAL "FRUIT
ATTRACTION" À MADRID
**VIF INTÉRÊT
INTERNATIONAL POUR LES
PRODUITS ALGÉRIENS**

Le stand algérien au Salon international des fruits et légumes et des techniques agricoles modernes (Fruit Attraction 2025), qui se tient à Madrid (Espagne), a suscité, mercredi, un vif intérêt de la part des visiteurs, les produits exposés ayant connu une forte affluence aussi bien du grand public que des professionnels internationaux, selon un communiqué du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations.

P.4

RÉUNION HIER DU GOUVERNEMENT

L'APLF2026, LES RÉSULTATS DE L'IATF, LA NUMÉRISATION ET LES MICRO-ENTREPRISES AU MENU



P.16

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, mercredi, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen de l'avant projet de loi de finances (APLF) 2026, au suivi des résultats de l'IATF ainsi qu'à la numérisation des transactions et au développement des micro-entreprises, selon un communiqué des services du Premier ministre.

FIAT EL DJAZAÏR

LES PRIX DES VÉHICULES PRODUITS À L'USINE D'ORAN RESTENT INCHANGÉS

Le groupe automobile Fiat El Djazaïr a écarté, mercredi, dans un communiqué, tout changement de prix de ses véhicules produits localement sur son site industriel de Tafraoui (Oran). "Fiat El Djazaïr tient à informer sa clientèle que les informations diffusées sur un changement des prix ne sont pas d'actualité. Les tarifs des véhicules produits à l'usine de Tafraoui restent inchangés", a précisé le constructeur.

P.4

OCTOBRE ROSE EN ALGÉRIE

LANCEMENT D'UNE VASTE CAMPAGNE NATIONALE DE SENSIBILISATION ET DE DÉPISTAGE DU CANCER DU SEIN

Sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et à l'initiative du ministère de la Solidarité, de la Famille et de la Condition de la femme, en collaboration avec les ministères de la Santé et du Travail, une campagne nationale de sensibilisation au cancer du sein a été lancée mercredi 1er octobre, à l'occasion d'Octobre rose, mois mondialement consacré à la lutte contre cette maladie.

Par Rihab Taleb

La cérémonie officielle, qui coïncidait également avec la Journée nationale des malades du cancer, s'est déroulée en présence de Mme Soraya Mouloudji, ministre de la Solidarité, de la Famille et de la Condition de la femme, de M. Mohamed Seddik Aït Messaoudane, ministre de la Santé, et de M. Abdelhak Saihi, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale. Étaient également présents M. Kamel Senhadji, président de l'Agence nationale de sécurité sanitaire, ainsi que de nombreux cadres de l'État, médecins, représentants d'associations, acteurs de la société civile et artistes.

Dans son intervention, Mme Mouloudji a donné le coup d'envoi officiel de la campagne nationale de dépistage précoce du cancer du sein et du col de l'utérus. Elle a insisté sur l'importance capitale de la détection précoce et rappelé l'engagement de l'État algérien à intensifier la lutte contre le cancer. Elle a souligné que la sensibilisation devait s'étendre jusque dans les zones reculées, afin de permettre aux femmes d'accéder gratuitement au dépistage.

Cette campagne, portée conjointement par trois ministères et soutenue par de nombreuses associations locales, a pour objectif de renforcer les actions de prévention



à travers l'ensemble des secteurs, notamment via les médias et les réseaux sociaux. « La prévention vaut mieux que le traitement », a rappelé la ministre, appelant à une mobilisation collective pour élever le niveau de conscience sanitaire des femmes.

De son côté, le ministre de la Santé, M. Mohamed Seddik Aït Messaoudane, a salué l'initiative et réitéré son engagement dans la lutte contre le cancer du sein, qui représente 46 % des cas de cancers féminins en Algérie, soit plus de 14

000 nouveaux cas enregistrés chaque année. Il a mis en avant les avancées réalisées sous l'impulsion du président de la République, notamment la création d'un comité national de prévention et de lutte contre le cancer, l'amélioration de la disponibilité des médicaments et l'introduction de technologies de diagnostic précoce.

Dans cette dynamique, une vaste campagne nationale de dépistage sera officiellement lancée le 9 octobre dans les wilayas d'Adrar et de Timimoun, à titre expérimental

avant sa généralisation à l'échelle nationale. L'objectif est de transformer le mois d'octobre en un temps fort de mobilisation contre le cancer, grâce aux efforts conjoints de l'État et des professionnels de santé.

Le ministre du Travail, M. Abdelhak Saihi, a pour sa part salué ces initiatives qui traduisent l'attention particulière accordée par les pouvoirs publics aux malades, tout en insistant sur la nécessité de prévenir l'augmentation des cas.

Le président de l'Agence nationale de sécurité sanitaire, M. Kamel Senhadji, est également intervenu pour rappeler les principales causes du cancer du sein et les moyens de prévention. À cette occasion, un court-métrage de sensibilisation, réalisé par des artistes algériens, a été projeté afin d'encourager les femmes à recourir au dépistage.

La rencontre s'est achevée par un débat ouvert entre médecins, représentants associatifs et responsables institutionnels autour des défis posés par cette maladie. Les participants ont souligné qu'un cancer du sein détecté à un stade précoce peut être guéri et qu'il est parfois moins dangereux que certaines maladies chroniques, comme le diabète. Des stratégies visant à renforcer la prévention et à améliorer la prise en charge, tant médicale que psychologique, des patientes ont également été discutées.

R.T

JOURNÉE NATIONALE DE LA VULGARISATION AGRICOLE VALORISATION DES EFFORTS DE DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE DANS NOTRE PAYS

Plusieurs wilayas de l'Ouest et du Sud-Ouest du pays ont célébré, mercredi, la Journée nationale de la vulgarisation agricole, coïncidant avec le 1er octobre, à travers l'organisation de salons et expositions mettant en lumière les efforts de l'État et des agriculteurs pour améliorer la production, adopter des moyens modernes et promouvoir une agriculture durable. Placée cette année sous le slogan " Ensemble pour une agriculture intelligente, prometteuse et durable ", cette manifestation a été organisée par les directions des services agricoles, en coordination avec les chambres d'agriculture des wilayas. Elle a réuni un grand nombre d'agriculteurs activant dans diverses filières, en présence des autorités locales, qui ont supervisé l'ouverture des expositions, ainsi que plusieurs partenaires et acteurs du secteur agricole. Dans la wilaya d'El Bayadh, plus de 30 exposants – producteurs et agriculteurs venus de différentes communes – ont participé à cet événement économique pour présenter des échantillons de leurs récoltes : céréales, légumes, fruits, dattes, ainsi que des produits issus de l'agriculture de transformation. A cette occasion, le directeur local des Services agricoles, Bengharbi Dahmane, a souligné l'importance de cet événement pour mettre en lumière le potentiel agricole de la



wilaya, promouvoir les produits locaux, créer des opportunités de commercialisation, favoriser les échanges entre professionnels de différentes filières et écouter leurs préoccupations en vue d'y apporter des solutions. La même ambiance a régné dans la wilaya de Tiaret, où le salon tenu à la Maison de la culture "Ali Mâachi" a rassemblé 50 investisseurs et organismes spécialisés dans le domaine agricole. Les visiteurs ont pu découvrir les atouts agricoles de la région en matière de production de céréales, légumes, fruits, viandes, lait, ainsi que d'autres activités comme l'apiculture, la culture de l'arachide ou encore la

pistache. Dans le cadre de cette manifestation, les cadres des établissements financiers et des organismes de soutien ont pris soin d'expliquer aux agriculteurs les incitations fiscales et financières, ainsi que les mécanismes d'accompagnement dont peuvent bénéficier les exploitants agricoles et les diplômés dans le domaine pour développer leurs activités. Une vidéo a également été présentée sur les techniques agricoles modernes désormais utilisées dans la wilaya, ainsi que sur le rôle du conseiller agricole dans la sensibilisation des agriculteurs à ces méthodes et leur accompagnement dans l'adoption

de parcours techniques visant à améliorer les rendements tout en réduisant les coûts. Par ailleurs, l'Institut technologique moyen agricole spécialisé d'Aïn Temouchent a accueilli une exposition de produits agricoles, mettant aussi en avant les activités des partenaires du secteur, tels que la pêche, l'aquaculture, la conservation des forêts et le Fonds régional de coopération agricole. Dans la wilaya de Bechar, cet événement a été marqué par l'organisation de plusieurs stands mettant en valeur les différentes activités agricoles et la campagne de vulgarisation autour des diverses filières, réalisée par le service compétent de la direction locale du secteur. A cette occasion, le wali, Ahmed Benyoucef, a réaffirmé l'engagement constant de l'État à soutenir les agriculteurs et les aider à accroître la production céréalière et les autres filières agricoles. Il a mis en avant les efforts déployés par les pouvoirs publics pour améliorer la production agricole dans la wilaya. Il a également encouragé tous les intervenants du secteur à renforcer leur contribution à la valorisation des terres agricoles, à la promotion du développement durable, et à la poursuite du développement du secteur agricole dans la wilaya de Béchar.

RE

RÉUNION HIER DU GOUVERNEMENT

L'APLF2026, LES RÉSULTATS DE L'IATF, LA NUMÉRISATION ET LES MICRO-ENTREPRISES AU MENU

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, mercredi, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen de l'avant projet de loi de finances (APLF) 2026, au suivi des résultats de l'IATF ainsi qu'à la numérisation des transactions et au développement des micro-entreprises, selon un communiqué des services du Premier ministre, dont voici le texte intégral :

"Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, ce mercredi 1er octobre 2025, une réunion du Gouvernement consacrée aux points ci-après : Le Gouvernement a poursuivi l'examen de l'avant-projet de loi des finances pour 2026, en prévision de sa présentation en Conseil des ministres pour adoption. Le Gouvernement a également examiné un avant-projet de loi fixant les règles générales relatives aux services de confiance pour les transactions électroniques et à l'identification électronique. Ce projet de texte vise à mettre en place un cadre national unifié et modernisé de certification et de signature électronique, lequel permettra d'instaurer un environnement numérique de confiance favorisant ainsi le développement et l'utilisation sécurisée des services numériques. Par ailleurs, le Gouvernement a entendu une communication sur les résultats de la 4ème édition de la foire commerciale intra-africaine



IATF et les mécanismes de suivi. A cette occasion, il a été mis en exergue les efforts consentis par

l'Etat pour la réussite de cette édition, considérée comme un succès total pour tout le continent Africain,

eu égard notamment au nombre de contrats signés, ayant dépassé toutes les attentes, et le nombre record de visiteurs en présentiel et à distance. Aussi, le Gouvernement a examiné une série de mesures qui doivent être mises en place afin d'assurer la poursuite de cette dynamique dans l'objectif de contribuer à l'intégration économique et commerciale continentales. Enfin, le Gouvernement a entendu une communication sur la feuille de route pour le développement des micro-entreprises à travers les dispositifs d'aide de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE) et l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (ANGEM). Cette feuille de route vise à renforcer l'inclusion financière et à développer des emplois durables en facilitant l'intégration des micro-entreprises dans les chaînes de valeurs et en leur proposant des financements adaptés.

RA/APS

AUTORITÉ NATIONALE INDÉPENDANTE DES ÉLECTIONS

RÉUNION EN PRÉVISION DE LA RÉVISION PÉRIODIQUE ORDINAIRE DES LISTES ÉLECTORALES

Le président par intérim de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Karim Khelfane, a présidé, mercredi, une réunion de coordination en prévision de la révision périodique ordinaire des listes électorales pour l'année 2025, indique un communiqué de cette instance. "En application des dispositions de l'ordonnance N 21-01 du 26 Rajab 1442 correspondant au 10 mars 2021 portant loi organique relative au Régime électoral, modifiée et complétée, notamment son article 62, et en prévision de la révision périodique ordinaire des listes électorales pour l'année 2025, une réunion de coordination s'est tenue au siège de l'ANIE, sous la présidence de Karim Khelfane", ajoute le communiqué. La réunion s'est déroulée en présence de représentants des ministères de la Justice, des Affaires étrangères, et de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports.

RA

MIGRATION IRRÉGULIÈRE

UNE APPROCHE GLOBALE ALLIANT CONSIDÉRATIONS HUMANITAIRES, SÉCURITAIRES ET DE DÉVELOPPEMENT

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a affirmé, mercredi à Alger, que l'Algérie a adopté, dans la gestion du dossier de la migration irrégulière, une approche globale reposant sur l'équilibre entre les considérations humanitaires, sécuritaires et de développement, visant à protéger les droits de l'Homme, à renforcer la solidarité et à garantir la sécurité et la stabilité. Dans son allocution lors du lancement d'un projet de partenariat et de coopération entre l'Algérie et le Centre international pour le développement des politiques migratoires (ICMPD), destiné à renforcer les capacités en matière de gouvernance migratoire, M. Sayoud a déclaré que "l'Algérie, sous la conduite éclairée du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et selon une vision méthodique et objective, a œuvré à l'adoption d'une approche globale et intégrée dans la gestion du dossier migratoire, fondée sur l'équilibre entre les considérations humanitaires, sécuritaires et de développement, et visant à protéger les droits de l'homme, à renforcer la solidarité et à garantir la sécurité et la stabilité". "L'Algérie a veillé à renforcer son engagement dans les efforts internationaux par la ratification d'un certain nombre de conventions et traités y afférents, notamment ceux relatifs aux "droits de l'homme et à la dignité des migrants, tout en œuvrant à préserver ses intérêts nationaux et à maintenir des relations constructives et respectueuses avec les pays voisins, car consciente que la coordination et la coopération constituent la voie la plus efficace pour relever les défis communs", a affirmé le ministre. Rappelant les multiples impacts négatifs de la migration irrégulière sur les plans socio-économique et politique, M. Sayoud a

mis en exergue que l'Algérie "n'a pas négligé la dimension humaine dans le traitement de ce phénomène, en adoptant des mesures concrètes reposant sur les principes des droits de l'homme à travers la mobilisation d'importants moyens humains, financiers et matériels en vue de garantir la prise en charge des migrants en situation irrégulière dans des conditions préservant leur dignité". Ces mesures, a-t-il précisé, comprennent "la fourniture de services de santé et l'organisation de campagnes de vaccination au profit des enfants", d'autant qu'un grand nombre de ces arrivants accèdent au territoire national dans des conditions sanitaires critiques", ajoutant que cette approche "reflète l'engagement de l'Algérie à la culture de bon voisinage ainsi qu'aux valeurs de fraternité et de solidarité avec les peuples de la région". Quant à l'aspect lié au développement, le ministre a indiqué que l'Algérie, "consciente des causes profondes de la migration irrégulière, notamment dans les pays africains voisins, n'a ménagé aucun effort pour soutenir le développement socio-économique dans ces pays, car convaincue que le développement durable constitue la solution fondamentale et à long terme" de ce phénomène. Il a souligné que ce soutien "s'est concrétisé par des programmes spécifiques de réalisation de projets de développement au profit de ces pays ainsi que l'établissement de partenariats constructifs dans des domaines vitaux, tels que le désenclavement via des projets d'infrastructures, comme la route transsaharienne (Autoroute de l'unité africaine), les réseaux ferroviaires, la distribution de l'électricité et le raccordement des régions aux services internet et aux pipelines énergétiques". Le ministre a indiqué, à cette

occasion, que la coopération entre l'Algérie et l'ICMPD "vient couronner des phases préparatoires ayant duré près de deux ans, en vue de concevoir ce projet ambitieux et important", lequel vise à "renforcer les compétences des acteurs du domaine migratoire en Algérie, mettre en place un système de formation durable et de haute qualité, et permettre aux cadres spécialisés dans ce domaine de bénéficier de formations certifiées selon les normes internationales, afin de répondre aux besoins de notre pays pour relever les défis liés à la migration et suivre les évolutions rapides de la situation aux niveaux régional et international". La mise en œuvre de ce projet repose sur "une gouvernance conjointe entre l'Algérie et l'ICMPD, fondée sur le dialogue et la transparence, avec la participation d'une équipe spécialisée du Centre et le soutien des pays bailleurs (Danemark, Pays-Bas et Suisse)", a-t-il ajouté. Le ministre a, par là même, souligné "les évolutions préoccupantes qu'a connues notre pays face à ce phénomène", marquées par "des vagues de migrants arrivant notamment des pays du Sahel, empruntant des itinéraires dangereux en raison de divers facteurs notamment les conditions politiques, sécuritaires et économiques particulières et critiques de ces pays", sans oublier "la position géostratégique de l'Algérie". "Face à cette situation, l'Algérie se trouve confrontée, depuis de nombreuses années, à des défis croissants en matière de migration, qui se sont développés de manière rapide et complexe, apportant avec eux des menaces et des risques multiples", a conclu le ministre.

RA/APS

DIPLOMATIE

MAGRAMANE REÇOIT LE VICE-MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE D'INDONÉSIE

Le Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Lounès Magramane, a reçu, mercredi, le vice-ministre des Affaires étrangères de la République d'Indonésie, M. Muhammad Anis Matta, en visite de travail en Algérie du 30 septembre au 03 octobre,

indique un communiqué du ministère.

La rencontre "a été l'occasion d'évoquer les relations bilatérales et les moyens de les promouvoir au niveau des bonnes relations historiques unissant les deux pays frères", ajoute le communiqué.

A cet effet, les deux parties "ont examiné les

moyens de les renforcer, à travers l'élaboration d'une feuille de route pour activer les mécanismes permettant de réaliser ces objectifs, notamment la réunion de la commission mixte de coopération bilatérale", conclut le document.

RA/APS

EN RECEVANT UNE DÉLÉGATION DE HAUT NIVEAU DU GROUPE OOREDOO

SAIHI SOULIGNE LA VITALITÉ DE LA COOPÉRATION ALGÉRO-QATARIE

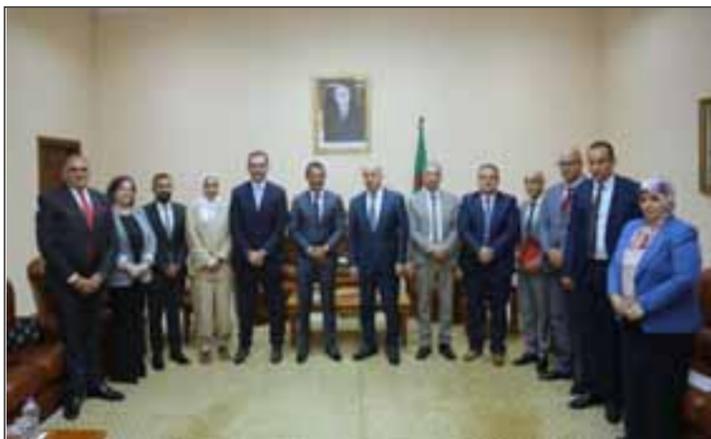
Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saihi, a exprimé, mercredi, son appréciation quant à la solidité et à la vitalité des liens économiques et d'investissement qui unissent l'Algérie et l'État du Qatar.

Par Youcef Hamidi

En recevant une délégation de haut niveau du groupe Ooredoo, il a rappelé le caractère fraternel des relations bilatérales, insistant sur la dynamique qui les anime particulièrement dans les domaines de l'économie et de l'investissement, selon un communiqué de son département.

Au cours de cette rencontre, le ministre a mis en exergue les efforts entrepris par l'Algérie pour promouvoir l'investissement dans le capital humain. Il a notamment évoqué les programmes nationaux visant à renforcer la formation spécialisée et à encourager l'intégration des jeunes dans le marché du travail, grâce à divers mécanismes de soutien mis en place par l'État, en adéquation avec les objectifs du développement durable.

Il a souligné que le pays dispose d'un vivier de compétences remarquables et que des moyens importants sont mobilisés dans le



domaine de la formation, en particulier dans les technologies émergentes et l'intelligence artificielle, afin d'accompagner la transformation de l'économie nationale.

De son côté, le PDG du groupe Ooredoo, Aziz Aluthman Fakhroo, a exprimé son estime pour les res-

sources humaines algériennes, qualifiées d'exceptionnelles, et a affirmé l'intérêt de son groupe à en tirer profit. Il a également présenté les progrès réalisés par Ooredoo et les mesures mises en œuvre pour préserver les emplois au sein de sa filiale algérienne, réaffirmant ainsi son

engagement comme acteur économique actif et partenaire durable.

Les deux parties ont profité de cette rencontre pour échanger leurs visions sur le renforcement de la coopération, en particulier dans les domaines du développement du capital humain et du soutien à l'investissement, toujours dans le cadre des objectifs de développement durable. En conclusion, le ministre a réitéré la disponibilité de son département à accompagner Ooredoo dans le respect de la législation nationale, en mettant à sa disposition les compétences locales nécessaires, afin de contribuer à l'essor de l'économie nationale et à la création de nouveaux postes de travail. Cette démarche illustre la volonté d'adopter une approche participative, en restant à l'écoute des acteurs économiques, pour soutenir le développement et favoriser des emplois durables.

Y.H

SALON INTERNATIONAL "FRUIT ATTRACTION" À MADRID

VIF INTÉRÊT INTERNATIONAL POUR LES PRODUITS ALGÉRIENS

Le stand algérien au Salon international des fruits et légumes et des techniques agricoles modernes (Fruit Attraction 2025), qui se tient à Madrid (Espagne), a suscité, mercredi, un vif intérêt de la part des visiteurs, les produits exposés ayant connu une forte affluence aussi bien du grand public que des professionnels internationaux, selon un communiqué du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations. Lors de la deuxième journée de la 17e édition du Salon international (Fruit Attraction), les produits algériens ont suscité un vif engouement auprès des professionnels et des représentants de réseaux

de distribution, qui ont salué leur qualité et leur diversité. Les dattes algériennes, en particulier, se sont imposées comme une vitrine distinctive de la production agricole nationale, grâce à leur qualité et à leur réputation internationale. Des rencontres bilatérales entre exportateurs algériens et opérateurs européens et asiatiques ont été organisées à cette occasion, portant sur l'élargissement des opportunités d'exportation et l'exploration de nouvelles perspectives de partenariat. La participation algérienne à ce salon (30 septembre-2octobre) s'inscrit sous l'égide du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, à

travers un stand national regroupant 17 entreprises et exportateurs algériens, afin de mettre en avant les capacités agricoles nationales. Le Salon "Fruit Attraction" compte parmi les manifestations mondiales les plus importants dans son domaine. L'édition de cette année réunit plus de 1800 exposants issus de 60 pays et devrait attirer plus de 100.000 visiteurs, parmi lesquels de grands importateurs, distributeurs de produits alimentaires et représentants des principaux réseaux internationaux de distribution.

RE

FIAT EL DJAZAÏR

LES PRIX DES VÉHICULES PRODUITS À L'USINE D'ORAN RESTENT INCHANGÉS

Le groupe automobile Fiat El Djazaïr a écarté, mercredi, dans un communiqué, tout changement de prix de ses véhicules produits localement sur son site industriel de Tافراoui (Oran).

"Fiat El Djazaïr tient à informer sa clientèle que les informations diffusées sur un changement des prix ne sont pas d'actualité. Les tarifs des véhicules produits à l'usine de Tافراoui restent inchangés", a précisé le constructeur.

L'usine de Fiat de Tافراoui avait franchi, il y a une semaine, le cap des 50.000 véhicules produits depuis son démarrage fin 2023. Le

constructeur prévoit d'atteindre 60.000 unités durant l'année en cours puis 90.000 en 2026.

La production industrielle issue de cette usine était basée jusque-là sur une gamme de trois modèles de véhicules le Doblo Panorama, la "Fiat 500" et "Fiat Doblo".

Afin de mieux satisfaire les attentes de sa clientèle, le groupe a annoncé, ce mercredi, dans un autre communiqué, que la voiture Fiat 500 cèdera sa place à un nouveau modèle: la "Fiat Grande Panda", qui sera introduit prochainement.

RE

OPEP+

LE JMMC SOULIGNE UN "HAUT NIVEAU" DE CONFORMITÉ AUX LIMITATIONS DE PRODUCTION

Le Comité ministériel conjoint de suivi (JMMC) de l'OPEP et de ses partenaires (OPEP+) a souligné, mercredi, que la "grande majorité" des pays signataires de la Déclaration de Coopération ont démontré un "haut niveau" de conformité aux engagements de limitation de production arrêtés pour les mois de juillet et août 2025. Réuni par visioconférence à l'occasion de sa 62e session, le JMMC a constaté que "la grande majorité des pays participants continuent de démontrer un haut niveau de conformité, reflétant ainsi leur attachement aux décisions collectives adoptées dans le cadre de l'OPEP+", indique un communiqué du ministère des Hydrocarbures et des Mines.

Inscrite dans le cadre du dispositif de suivi de la Déclaration de Coopération, cette réunion a rassemblé les ministres du pétrole des pays membres du Comité, à savoir l'Algérie, l'Arabie Saoudite, les Emirats arabes unis, l'Irak, le Koweït, le Nigeria et le Venezuela pour l'OPEP, ainsi que la Russie et le Kazakhstan pour les pays partenaires.

Lors de cette réunion, dont l'Algérie a été représentée par le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, les échanges ont porté sur l'examen du respect des engagements de limitation de production arrêtés pour les mois de juillet et août 2025.

A cette occasion, les membres du JMMC ont mis en exergue "les efforts entrepris pour assurer une application stricte des ajustements de production et le règlement des excédents enregistrés", a ajouté la même source.

Ils ont, également, souligné que "l'équilibre et la stabilité du marché pétrolier international demeurent étroitement liés à la cohésion et à la discipline de l'ensemble des pays signataires".

Il a été convenu, aussi, que la prochaine session du Comité se tiendra le 30 novembre 2025, afin de poursuivre l'évaluation de la situation du marché et du respect des engagements pris, a fait savoir le ministère.

RE

SECTEUR DES MINES

LE GROUPE SONAREM EXAMINE LES VOIES DE COOPÉRATION AVEC LA SOCIÉTÉ CHINOISE "CPTDC"

Le PDG du groupe Sonarem, Belkacem Soltani, a reçu une délégation de la société chinoise "CPTDC" avec laquelle il a examiné la possibilité de contribution de la société au développement du gisement de Gara Djebilet, notamment en matière de réduction du taux du phosphore du minerai de fer extrait, indique un communiqué de Sonarem.

La rencontre avec la délégation de la société chinoise conduite par le président de la branche africaine et directeur du bureau de la société en Algérie, Danny Kong, s'est tenue au siège de la société à Alger, en présence du PDG de la filiale du Groupe

public, Feraal. A cette occasion, la délégation de la société chinoise, filiale de la China National Petroleum Corporation (CNPC), a présenté ses expériences "réussies" dans plusieurs pays dans le domaine du traitement des minerais, notamment la réduction du taux de phosphore dans le minerai de fer de type oolithique à des niveaux acceptables sur le marché international, précise le communiqué.

La rencontre a été, aussi, l'occasion de présenter les solutions numériques dans le domaine minier que la société chinoise pourrait mettre à la disposition de Sonarem.

A l'issue de ces discussions préliminaires, les deux parties sont convenues d'organiser des réunions entre leurs experts, par visioconférence, pour un débat scientifique et technique des procédés de réduction du taux de phosphore dans le minerai de fer de Gara Djebilet, "un memorandum de coopération devant être signé, en présence du PDG de la société-mère, dans les semaines à venir".

RE

DJELFA

EXPANSION DES SUPERFICIES IRRIGUÉES ET DIVERSIFICATION DES FILIÈRES

En l'espace de cinq années, la wilaya de Djelfa a connu une transformation notable dans son secteur agricole, marquée par une forte augmentation des surfaces irriguées qui dépassent désormais les 40.000 hectares.

Par Ali Boudefel

Selon la direction des services agricoles, ces superficies étaient estimées à environ 21.000 hectares il y a cinq ans, avant de doubler grâce aux programmes de développement mis en œuvre récemment. Le directeur local du secteur, Benabdallah Bensalem, a souligné, en marge de la célébration de la Journée nationale de la vulgarisation agricole, que cette évolution est largement liée aux projets d'électrification qui ont concerné plusieurs zones agricoles de la wilaya. Cette dynamique a permis à Djelfa de renforcer sa position dans différentes filières, en particulier la production céréalière, mais aussi dans des activités à forte valeur ajoutée comme la culture de la pomme de terre et l'élevage, qu'il s'agisse de viandes blanches ou rouges.

À l'occasion de cette journée nationale, une exposition organisée à l'Institut technologique



spécialisé en agriculture pastorale a mis en lumière la richesse et la diversité des productions locales.

Les visiteurs ainsi que les autorités pré-

sentes ont pu découvrir une large variété de produits végétaux et animaux représentatifs des potentialités agricoles de la région.

A.B

MASCARA UNE CARAVANE DE SOLIDARITÉ POUR LES PERSONNES ÂGÉES

Une caravane de solidarité en faveur des personnes âgées démunies, atteintes de maladies chroniques, ainsi que des personnes aux besoins spécifiques a été lancée, mercredi, depuis le siège de la wilaya de Mascara. Cette initiative, organisée par la direction de l'Action sociale et de la Solidarité (DAS), a été lancée par le wali, Fouad Aïssi, en compagnie des autorités locales civiles et militaires, à l'occasion de la Journée internationale des personnes âgées. Elle vise plus de 100 bénéficiaires, principalement rési-

dant dans des zones rurales réparties à travers différentes communes de la wilaya, a indiqué à l'APS le directeur de la DAS, Belkacem Nadji. La caravane, qui s'étalera sur deux jours, comprend la distribution de fauteuils roulants, de matelas adaptés, de couvertures médicales et de divers équipements médicaux. Des consultations médicales et un accompagnement psychologique seront également offerts aux personnes âgées malades et aux personnes aux besoins spécifiques, selon le responsable. Le transport

de ces aides jusqu'aux domiciles des bénéficiaires sera assuré par les agents des cellules de proximité de solidarité de la wilaya. L'organisation de cette caravane s'inscrit dans le cadre du programme du ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, visant à garantir une prise en charge sociale, psychologique et sanitaire des personnes âgées démunies et malades, ainsi que des personnes aux besoins spécifiques, a précisé M. Nadji.

RR

TIZI OUZOU PLUS DE 600 ÉTUDIANTS À LA NOUVELLE ANNEXE DE L'ENS

La nouvelle annexe de l'École normale supérieure (ENS), ouverte au sein de l'Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou (UMMTO), accueillera 640 étudiants, a-t-on appris mercredi des responsables de cette structure. Ces étudiants seront formés dans différentes filières, dont 140 en langue tamazight, pour tous les paliers : primaire, moyen et secondaire. "C'est une nouveauté, puisque l'ENS de Bouzaréah formait, jusque-là, des enseignants de tamazight pour le cycle primaire", a souligné la même source. L'encadrement des nouveaux étudiants sera assuré, dans un premier temps, par des enseignants de la Faculté des sciences sociales de Tamda (Est de la wilaya), qui abrite la nouvelle annexe, dans l'attente du recrutement d'un personnel qui lui sera exclusivement dédié. Ouverte à l'occasion de la rentrée universitaire 2025/2026, "cette annexe sera abritée, dans un premier temps, au niveau de la faculté des sciences sociales et sera dotée, plus tard, de ses propres locaux" a expliqué à l'APS, le recteur de l'UMMTO, Ahmed Bouda. L'objectif de la création de cette annexe est, a-t-il indiqué, "de former des enseignants pour les différents cycles afin de pourvoir les établissements scolaires de la wilaya, et à terme, pourquoi pas l'ensemble des wilayas du pays".

RR

KHENCHELA BIENTÔT 70 NOUVELLES LIGNES DE TRANSPORT DE VOYAGEURS

La direction des transports de la wilaya de Khenchela a autorisé l'exploitation de 70 nouvelles lignes de transport de voyageurs par route, a indiqué mercredi le directeur local du secteur, Ismaïl Gasmi. Dans le cadre d'une opération visant à redistribuer certaines lignes de transport de voyageurs, il a été procédé à l'achèvement des procédures relatives à l'attribution de 70 nouvelles autorisations au profit de transporteurs désirant remplacer d'anciens opérateurs ayant cessé leur activité, ou de renforcer certaines lignes souffrant d'un manque de moyens de transport, a précisé le même responsable à l'APS. Il a ajouté que les lignes concernées par l'octroi de nouvelles autorisations pour l'exploitation du transport public de voyageurs par route représentent 20 autorisations pour le transport inter-wilayas, 46 autorisations pour le transport intercommunal en plus de 4 autorisations pour des lignes de transport rural, reliant la commune de Kaïa à la localité d'Aïn Mimoun dans la commune de Tamza, et la commune d'Ouled Rechache à la localité de Ras El Ma (relevant de la même collectivité locale). Selon le même responsable, la direction des transports a fixé plusieurs conditions pour l'attribution de ces autorisations d'exploitation, concernant notamment la possession d'un moyen de transport en bon état (moins de 20 ans), une carte grise au nom du demandeur (personne morale ou physique), et des procès-verbaux de contrôle technique et d'assurance valable pour le véhicule. M.Gasmi a rappelé que la direction des transports avait déjà procédé, au début de l'année en cours, à l'ouverture de 70 autorisations pour le transport par taxis collectifs dans le périmètre urbain de la ville de Khenchela, afin de renforcer les lignes reliant le centre-ville aux quartiers de la route de Baghai, route de F'Rengal, route d'El Aïzar, route de Zouï, et le quartier AADL 2, ainsi que L'Urbaco, des quartiers ayant connu une croissance démographique. Le même responsable a souligné que l'ouverture de ces nouvelles lignes de transport intervient en réponse aux besoins exprimés par les citoyens, les associations et les collectivités locales, dans le but d'élargir le réseau de transport et d'améliorer la qualité du service, notamment dans certaines zones enclavées.

RR

TINDOUF POUR UNE AGRICULTURE MODERNE ET DURABLE

À Tindouf, une table ronde organisée mercredi par la direction locale des services agricoles a mis en avant l'importance des dispositifs de soutien destinés au monde rural. Cette rencontre, qui s'inscrit dans la stratégie de développement agricole de la région, a réuni des responsables du secteur ainsi que des représentants d'organismes publics et de structures spécialisées. Elle a permis d'examiner les différents leviers d'appui mis à la disposition des agriculteurs, qu'il s'agisse des crédits, de l'accès au foncier ou encore des Caisses d'aide, sans oublier l'accompagnement technique destiné à accroître la productivité.

Les discussions ont abouti à la proposition d'une caravane de sensibilisation qui se tiendra prochainement dans le périmètre agricole de Hassi-Ammar. Cette initiative aura pour objectif de faire connaître aux exploitants les mesures de soutien mises en place par l'État, tout en recueillant directement leurs préoccupations sur le terrain.

Les participants ont insisté sur le rôle central de la vulgarisation agricole comme moteur de développement, notamment grâce à son articulation avec la numérisation et les nouvelles technologies. Selon eux, le ministère de l'Agriculture accorde une attention particulière à cette dimension, dans le cadre du slogan « Ensemble pour une agriculture intelligente, prometteuse et durable ».

Pour sa part, Mohamed M'bara, sous-directeur à la DSA, a rappelé que les agriculteurs doivent exploiter pleinement les programmes d'appui qui leur sont destinés, que ce soit pour réaliser leurs projets ou pour établir des partenariats avec les prestataires de services. Une partie de ces investissements, a-t-il précisé, est directement prise en charge par l'État, conformément aux mécanismes en vigueur.

La rencontre a également été l'occasion de dresser un bilan des réalisations de l'année 2024 dans les filières végétale et animale. Parmi les projets marquants figurent la mise en service d'un abattoir communal à Oum-Laassel, la plantation de 43 hectares d'arganiers, l'électrification de 147 exploitations, la mise en place de systèmes d'irrigation goutte-à-goutte couvrant 250 hectares, ainsi que l'installation de 140 serres agricoles.

Les responsables du secteur ont affirmé que les efforts se poursuivront afin de renforcer l'investissement agricole et d'accompagner les producteurs. L'objectif demeure clair : améliorer la production, optimiser l'usage des ressources locales et favoriser l'émergence d'une agriculture moderne, performante et durable.

A.B

AUTOMOBILE

VERS UNE RENAISSANCE INDUSTRIELLE EN AFRIQUE DU SUD

Confrontée au ralentissement de sa production automobile et à la montée en puissance des importations chinoises, l'Afrique du Sud engage une vaste opération de séduction afin d'attirer des capitaux étrangers et de revitaliser un secteur jugé stratégique.

Par Rihab Taleb

Le gouvernement sud-africain multiplie les initiatives pour redonner un nouvel élan à son industrie automobile, qui représente près de 5 % du PIB national, mais peine à maintenir un rythme de croissance soutenu. Considéré comme le pays le plus industrialisé du continent, l'Afrique du Sud voit ce secteur clé fragilisé par la fermeture de douze entreprises en seulement deux ans et par la perte de plus de 4 000 emplois.

Le 10 septembre, devant le Parlement, le vice-ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Concurrence, Zuko Godlimpi, a annoncé l'ouverture de discussions avec plusieurs constructeurs chinois. L'objectif affiché est de favoriser leur implantation locale, en particulier dans le domaine des véhicules hybrides et électriques, un marché en pleine expansion à l'échelle mondiale. Le responsable a souligné que ce segment représentait l'un des axes prioritaires d'investissement. Cette nouvelle stratégie vise à réduire la dépendance croissante du pays vis-à-vis des importations de véhicules à bas prix, qui représentent actuellement près de 64 % du marché. En 2024, seuls 515 850 véhicules ont été vendus localement, bien en deça de l'objectif de 784 509 fixé par le South Africa Automotive Masterplan 2035. Parmi les marques chinoises déjà présentes aux côtés de constructeurs historiques tels que Volkswagen, Toyota ou Mercedes-Benz, figurent



Great Wall Motors (GWM), BAIC, BYD, Chery, Omoda et Jaecoo. Actifs sur les segments thermiques, hybrides et électriques, ces groupes pourraient jouer un rôle déterminant dans la relance industrielle du pays. En parallèle, le gouvernement envisage de renforcer son arsenal tarifaire afin de proté-

ger la compétitivité locale. À ce titre, M. Godlimpi a indiqué vouloir atteindre le plafond le plus élevé possible en matière de droits de douane sur les importations. Avec plus de 115 000 emplois directs, dont près de 80 000 liés à la fabrication de composants, l'industrie automobile demeure un pilier

économique majeur en Afrique du Sud. Les autorités espèrent que cette dynamique renouvelée permettra non seulement de relancer la production nationale, mais aussi de consolider la position du pays sur le marché mondial.

R.T

LÉGÈRE HAUSSE DES PRIX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE AU SÉNÉGAL EN AOÛT 2025 ENTRE PROGRESSION MODÉRÉE ET CONTRASTES SECTORIELS

Au Sénégal, les prix de la production industrielle, à l'exception de l'égrenage de coton, ont enregistré en août 2025 une progression de 1,6 % par rapport au mois précédent. D'après le rapport publié le 30 septembre par l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD), cette évolution découle principalement de l'augmentation des prix des produits extractifs (+4,8 %), tandis que ceux de l'industrie manufacturière ont connu une hausse plus modérée (+0,3 %).

Sur la même période, les prix des produits issus des industries environnementales ainsi que ceux de l'électricité, du gaz et de l'eau sont restés stables. En comparaison annuelle, la production industrielle hors égrenage de coton affiche une hausse de 1,0 %, portée essentiellement par le renchérissement des produits manufacturés (+2,0 %). Sur les huit premiers mois de 2025, la progression atteint 0,8 % par rapport au niveau observé sur la même période en 2024. Concernant l'égrenage de coton, les prix ont augmenté de 1,4 % d'un mois à l'autre. Toutefois, la tendance annuelle reste négative, avec un recul de 14,3 % sur un an et de 12,2 % sur la période cumulée de janvier à août 2025.

Parallèlement, les prix des matériaux de construction ont affiché une légère baisse de 0,4 % en août par rapport au mois précédent. Cette contraction s'explique principalement par la diminution des prix des matériaux de plomberie et sanitaires (-1,7 %) ainsi que des matériaux de base (-0,5 %). En revanche, en comparaison avec août 2024, ces prix affichent une progression de 2,9 %.

Dans le détail, la catégorie plomberie et sanitaire enregistre une baisse mensuelle de 1,7 %, liée au recul des prix des articles en porcelaine destinés aux sanitaires (-2,3 %) et des tuyaux en plastique (-0,8 %). Sur un an, ces matériaux affichent un repli de 2,6 %. Les matériaux de base suivent la même tendance avec une baisse mensuelle de 0,5 %, due au recul du sable (-2,3 %) et du fer à béton (-0,8 %). Le ciment ordinaire et les graviers, eux, sont restés stables. En variation annuelle, les prix des matériaux de base progressent néanmoins de 5,0 %.

Les matériaux de menuiserie connaissent également un léger recul (-0,1 %), imputable au repli des produits en aluminium (-0,3 %). Les prix des produits en bois et métalliques, en revanche, n'ont pas connu de changements significatifs. Sur un an, la tendance est légèrement positive, avec une hausse de 0,9 %.

N.B

LE TOGO ENREGISTRE UNE FORTE CROISSANCE ÉCONOMIQUE EN 2024 UN REBOND PORTÉ PAR L'AGRICULTURE, LA CONSTRUCTION ET LES SERVICES

Par Nawal Bordji

L'économie togolaise a terminé l'année 2024 sur une note positive, affichant une croissance annuelle de 6,5 %. Cette performance s'explique en grande partie par l'élan exceptionnel enregistré au quatrième trimestre, où le produit intérieur brut a progressé de 17,7 % par rapport à la même période en 2023, selon les données de l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED). Ce résultat contraste avec le début d'année marqué par un ralentissement, mais confirme la capacité de reprise de l'économie nationale.

Le parcours de 2024 illustre une trajectoire contrastée. Après une contraction de 5,8 % au premier trimestre, conséquence des fragilités conjoncturelles et de tensions dans certains secteurs, l'activité s'est progressivement redressée : +9,3 % au deuxième trimestre, +3,8 % au troisième, avant le rebond spectaculaire de fin d'année.

Trois moteurs principaux ont soutenu cette dynamique. Le secteur agricole a progressé de 10,8 % grâce à de bonnes récoltes, à l'appui des zones agricoles planifiées (ZAAP), à la distribution d'engrais subventionnés et à l'introduction de techniques de mécanisation. Le secteur secondaire a, lui, enregistré une hausse de 18,2 %, portée par la construction, stimulée par de grands chantiers publics et privés ainsi que par l'activité de la Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA). Les industries extractives se sont également distinguées avec une croissance annuelle de plus de 25 %. Quant au secteur tertiaire, il a renforcé son rôle de pilier économique, progressant de 19,4 % au dernier trimestre. Le commerce a profité de la période des fêtes et de l'accroissement des échanges commerciaux, tandis que les services numériques et de communication (+11,4 %) ainsi que les services aux entreprises (+18,5 %) ont poursuivi leur expansion.

Cependant, certaines faiblesses subsistent. La production et la distribution d'électri-

cité et de gaz ont chuté de 42 % en 2024. L'hébergement et la restauration ont reculé de 8,6 %, tandis que la contribution de l'administration publique a diminué de 8,9 %. Ces contre-performances soulignent la vulnérabilité de certains segments et la nécessité d'investissements durables dans les infrastructures énergétiques et touristiques.

Le gouvernement attribue la solidité globale de cette croissance aux réformes initiées dans le cadre de la Feuille de route 2020-2025, dont l'objectif est de diversifier l'économie, d'améliorer la logistique et de moderniser les infrastructures. Parmi les mesures clés figurent le soutien aux PME agroalimentaires, l'accélération de la digitalisation des services et la modernisation du port de Lomé, plateforme stratégique pour l'ensemble de la sous-région. Ce dernier constitue aujourd'hui l'un des principaux leviers de compétitivité du Togo, lui permettant de rivaliser avec des ports majeurs d'Afrique de l'Ouest comme Tema au Ghana ou Abidjan en Côte d'Ivoire.

En outre, la croissance togolaise s'inscrit dans un contexte régional dynamique où plusieurs économies de la CEDEAO affichent des performances solides, tirées par l'agriculture, les services numériques et les investissements en infrastructures. Le Togo bénéficie de sa position géographique centrale et de sa stabilité relative pour attirer les capitaux étrangers. La poursuite des réformes structurelles, associée à une meilleure intégration sous-régionale, pourrait consolider ce rôle de hub économique dans les années à venir.

Malgré des fragilités persistantes, les perspectives pour 2025 et au-delà demeurent encourageantes.

Les autorités espèrent capitaliser sur les réformes en cours, tout en misant sur les énergies renouvelables, l'innovation technologique et le développement du capital humain. Le défi consistera à maintenir une croissance inclusive, capable de réduire les inégalités et de transformer les acquis économiques en véritables améliorations sociales pour la population.

N.B

CONTESTATIONS AU MAROC

LA JEUNESSE SE MOBILISE CONTRE LA CORRUPTION ET LA PAUVRETÉ

À l'appel du collectif Génération Z (GenZ212), des manifestations d'abord pacifiques ont éclaté dans plusieurs villes du Maroc afin de réclamer des réformes dans les secteurs de la santé et de l'éducation, dégradés depuis plusieurs années, ainsi que pour dénoncer la corruption qui gangrène le pays.

Par Malika Azeb

Ce mouvement de protestation a pris de l'ampleur après l'annonce, relayée par les médias, du décès de huit femmes enceintes admises dans un hôpital public pour des césariennes.

Depuis samedi dernier, des dizaines de jeunes Marocains descendent dans les rues de plusieurs villes, notamment Rabat, Casablanca, Marrakech, Agadir et Oujda. Toutefois, mardi soir, ces manifestations pacifiques ont dégénéré en affrontements entre les forces de l'ordre et les protestataires.

Des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux montrent des manifestants scandant Silmia, Silmia (Pacifique, pacifique), renversés par un véhicule de la gendarmerie royale. Cet incident, survenu à Oujda, a fait un blessé et s'ajoute aux heurts constatés dans d'autres localités comme Aït Amira.

Malgré un climat marqué par la répression et de nombreuses arrestations au cours des trois premiers jours, les jeunes continuent de manifester pour faire entendre leurs revendications. La mobilisation est particulièrement forte à Agadir, Khénifra, Aït Amira, Al Hoceïma, Oujda et Marrakech, où les forces de l'ordre ont eu recours à la violence contre les manifestants pacifiques.

Cette répression a été fermement dénoncée par plusieurs organisations non gouvernementales, parmi lesquelles l'Association marocaine des droits humains, la Ligue marocaine pour la citoyenneté et les droits de l'homme, ainsi que la Ligue marocaine pour la défense des droits humains. Ces ONG accusent le gouvernement d'aggraver la détérioration des conditions so-



ciales et de violer les droits constitutionnels, tout en exprimant leur colère face à l'approche exclusivement sécuritaire et à l'usage disproportionné de la force.

Elles exigent la libération immédiate de toutes les personnes arrêtées et l'ouverture d'une enquête complète sur les violences constatées. Elles rappellent également que ces manifestations, initiées par la jeunesse, sont pacifiques et portent sur des revendications légitimes : la réforme des services publics, l'amélioration des conditions de vie sociales et

économiques, ainsi que la lutte contre la corruption et l'injustice sociale.

À quelques mois de la Coupe d'Afrique des Nations, prévue à partir du 21 décembre 2025, la persistance de ces manifestations pourrait entraîner un report ou une délocalisation de l'événement sportif. Selon le quotidien El Moudjahid, le président de la Confédération africaine de football (CAF), Patrice Motsepe, envisage déjà un plan B au cas où le Maroc se révélerait incapable d'accueillir la compétition.

M.A

RÉPRESSION "BRUTALE" DES MANIFESTANTS PACIFIQUES

C'EST L'EXPRESSION VISIBLE D'UN SYSTÈME POLITIQUE FONDÉ SUR LA VIOLENCE

La répression "brutale" des manifestants pacifiques, sortis dans plusieurs villes du Maroc réclamer de meilleurs services publics, est "l'expression visible d'un système politique fondé sur la violence", affirme la plateforme espagnole de solidarité avec le peuple sahraoui "N'oubliez pas le Sahara occidental", soulignant la nécessité de la relier à l'occupation du Sahara occidental.

"Ce qui s'est passé à Rabat, Casablanca ou Marrakech n'est ni un accident ni une exception : c'est l'expression visible d'un système politique fondé sur la violence, l'absence de libertés et la négation des droits fondamentaux", soutient cette ONG dans un article publié sous le titre "Dénoncer la répression au Maroc est nécessaire, la relier à l'occupation du Sahara occidental est indispensable".

Selon cette organisation, "ce que la communauté internationale commence à découvrir aujourd'hui au Maroc – la violence policière contre ses propres citoyens – le peuple sahraoui le subit depuis près d'un demi-siècle".

La différence, poursuit-elle, est qu' "au Sahara occidental, cette répression s'accompagne d'un pillage systématique des ressources naturelles et de la construction d'un mur militaire de 2 700 kilomètres, l'un des plus longs et des plus

minés au monde, qui divise des familles et transforme l'occupation en un véritable laboratoire d'apartheid et de contrôle militaire".

Dans ce contexte, cette plateforme juge "nécessaire" de dénoncer la répression au Maroc, mais "la relier à l'occupation du Sahara occidental est indispensable pour comprendre le véritable visage du régime" marocain.

"Un système qui ne peut se maintenir qu'à travers la violence, la censure et la complicité de ceux qui préfèrent détourner le regard pendant que se consolident des affaires bâties sur le sang et la liberté d'un peuple tout entier", ajoute-t-elle.

Elle explique, à ce titre, que l'image d'un pays "stable" et "partenaire stratégique" projetée par le Maroc à l'étranger n'est qu'une "façade" qui repose sur "des prisons, des tribunaux soumis et des forces de sécurité utilisées comme instrument de terreur contre la population".

Si beaucoup viennent de découvrir "la nature criminelle du régime marocain" après la brutale répression des récentes manifestations, l'ONG rappelle qu'une répression "pire encore" est exercée "pendant des décennies contre le peuple sahraoui dans les territoires occupés du Sahara occidental".

"Depuis l'invasion de 1975, les forces d'occupation marocaines ont imposé un régime de vio-

lence systématique : des milliers de disparitions forcées, d'exécutions sommaires et de cas de tortures documentés même par l'ONU, d'arrestations arbitraires d'activistes pacifiques et procès-spectacles débouchant sur des peines disproportionnées", détaille cette organisation, citant quelques affaires emblématiques comme celle des prisonniers politiques de Gdeim Izik qui ne sont que "la face cachée de l'iceberg et d'un appareil répressif resté largement invisible aux yeux d'une grande partie de l'opinion publique internationale".

Elle rappelle, à ce propos, que plusieurs organisations de défense des droits humains dont Amnesty International et Human Rights Watch, ainsi que le Conseil des droits de l'homme de l'ONU et même le Parlement européen ont signalé dans différents rapports la répression marocaine contre les Sahraouis et contre toute voix dissidente à l'intérieur du Maroc.

Pourtant, "ces rapports sont ignorés par les gouvernements occidentaux qui, au lieu d'exiger des comptes, récompensent Rabat avec des accords commerciaux, des investissements et un statut de +partenaire privilégié+ pour l'Union européenne", déplore l'ONG.

RI

SOMMET G20-UA

« L'AFRIQUE DOIT EXPLOITER LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE »

La vice-présidente de la Commission de l'Union Africaine (UA), Mme Selma Malika Haddadi, a souligné l'impératif pour le continent africain d'exploiter la transformation numérique comme un outil stratégique pour stimuler le développement et renforcer la gouvernance de l'économie internationale de l'intérieur.

Dans une allocution prononcée au nom du président de la Commission de l'UA, Mahmoud Ali Youssouf, lors du Sommet G20-UA sur l'Intelligence artificielle pour l'Afrique "IA for Africa summit", abrité par l'Afrique du Sud, Mme Haddadi a indiqué que la présence de l'UA à la table du G20 est une reconnaissance du rôle central de l'Afrique dans la définition des priorités mondiales. "Afin de prendre cette mission

au sérieux, il nous importe d'exploiter la transformation numérique comme un outil stratégique, non seulement pour contribuer au dialogue mondial, mais aussi pour stimuler le développement et renforcer la coopération et la gouvernance de l'économie internationale de l'intérieur", a-t-elle soutenu.

Dans ce sillage, la vice-présidente de la Commission de l'UA a affirmé que "l'IA ne doit pas remplacer la créativité humaine, mais doit plutôt être un levier pour transformer les capacités individuelles en impact significatif", relevant, par la même, qu'"à travers le rapprochement entre la vision africaine et l'IA, des opportunités inédites apparaissent pour créer la valeur aux niveaux continental et mon-

dial, et libérer les potentialités de développement et de prospérité".

Mme. Haddadi a également appelé la jeunesse africaine à "la nécessité de tirer profit des technologies émergentes et de les façonner au service des besoins africains et du renforcement des intérêts du continent", soulignant que "l'Afrique dispose des potentialités et capacités requises pour être à l'avant-garde de la concrétisation du développement et de la gouvernance de l'IA, reflétant ainsi les cultures, les aspirations et la réalité du continent".

RI

LE NUMÉRIQUE AU SERVICE DE L'AGRICULTURE SAHARIENNE

LA TECHNOLOGIE POUR UNE PRODUCTION DURABLE

À Adrar, une journée d'étude a été consacrée mercredi à l'intégration des technologies numériques dans l'agriculture. Organisée à la bibliothèque principale de lecture publique, la rencontre a rassemblé des spécialistes et des experts autour de communications et de présentations portant sur l'usage des outils numériques pour accroître la productivité et améliorer la qualité des récoltes, avec en toile de fond l'objectif de renforcer la sécurité alimentaire nationale.

Par Salim Nait Ouguelmim

Parmi les intervenants, le professeur Lamine Salim, enseignant à l'École supérieure d'agronomie saharienne et expert international en géomatique, a mis en avant le rôle déterminant des technologies de cinquième génération dans l'agriculture. Selon lui, la télédétection et les systèmes d'information géographique (SIG) offrent aux agriculteurs la possibilité de disposer, deux mois avant la récolte, de données fiables issues de bases satellites mondiales. Ces informations facilitent la gestion des cultures et permettent une agriculture plus intelligente et durable.

L'expert, représentant également l'Organisation internationale pour l'agriculture de précision (OIAG) basée aux États-Unis, a souligné que l'agriculture dite de « cinquième génération » repose sur une intégration avancée des systèmes d'information, des calculs de précision appliqués aux intrants, semences et récoltes, ainsi que sur des applications mobiles dédiées à la gestion automatisée des exploitations.

De son côté, Abdelkader Maaraf, directeur de la station de recherches et d'expérimentation agricoles d'Adrar, a rappelé que sa structure soutient agriculteurs et chercheurs en mettant l'accent sur les cultures locales et stratégiques telles que le blé, le maïs et le tournesol, mais aussi sur l'élevage, notamment par la préservation de la race ovine « Demane », réputée pour son fort taux de reproduction. La station valorise également plus d'une trentaine de variétés locales de semences céréalières comme Chater, Sebbagat Benmabrouk, Oum-Rokba et Bent M'barek, originaires du Touat, du Gourara et du Tidikelt,



afin d'éviter leur disparition et d'alimenter la banque nationale de semences.

Pour compléter ces efforts, le chercheur Mohamed Khorsi a précisé que d'autres variétés sont en cours d'expérimentation, notamment l'orge, les légumineuses, les plantes oléagineuses et aromatiques, ainsi que certaines épices à haut rendement. Ces semences sont sélectionnées pour leur résistance accrue aux changements climatiques, enjeu majeur pour l'agriculture saharienne.

La rencontre s'est également accompagnée d'une exposition au sein de la bibliothèque, dédiée aux organismes œuvrant pour l'appui à l'investissement agricole et animal. Les visiteurs ont ainsi pu découvrir les dispositifs liés à la fourniture de semences, aux intrants, à la protection des cultures et à la sécurisation des récoltes, illustrant concrètement le rôle du numérique et de la recherche dans l'avenir de l'agriculture dans cette région.

SNO

UNE ACTRICE VIRTUELLE ENFLAMME HOLLYWOOD LES COMÉDIENS SERONT-ILS REMPLACÉS ?



Hollywood est secoué par l'apparition d'une nouvelle venue pas comme les autres : Tilly Norwood, une comédienne entièrement générée par intelligence artificielle. Conçue par le studio Xicoia, elle a été pensée pour incarner l'archétype de la « voisine sympathique », un style actuellement prisé dans l'industrie du cinéma. Ses créateurs affichent une ambition audacieuse : faire d'elle « la prochaine Scarlett Johansson ou Natalie Portman ». L'annonce a provoqué une vive controverse dans le milieu du cinéma, déjà marqué par les grèves de 2023 liées à la peur du remplacement des artistes par l'IA. Selon Eline Van der Velden, fondatrice de Xicoia, plusieurs agences auraient déjà manifesté leur intérêt pour représenter cette actrice virtuelle, ce qui a accentué les inquiétudes des professionnels. Beaucoup y voient le signe d'un futur où les studios pourraient

privilégier des personnages numériques, moins coûteux et plus malléables que les acteurs en chair et en os. Les réactions indignées se sont multipliées sur les réseaux sociaux. Melissa Barrera, héroïne des derniers volets de *Scream*, a dénoncé « une horreur », appelant les agents concernés à rompre toute collaboration. Mara Wilson, connue pour son rôle dans *Matilda*, a accusé le studio d'avoir exploité l'image de nombreuses jeunes femmes pour façonner Tilly, parlant de « vol d'identités ». Plus sarcastique, Lukas Gage, acteur de *The White Lotus*, a ironisé en qualifiant l'actrice virtuelle de « cauchemar de tournage », incapable d'arriver à l'heure ou de se placer correctement sur un plateau.

Face à la polémique, Eline Van der Velden a tenté de calmer les critiques. Elle a assuré que Tilly Norwood ne devait pas être perçue comme un substitut aux acteurs, mais comme une création artistique. À ses yeux, l'IA s'inscrit dans la continuité d'innovations comme l'animation, les marionnettes ou les effets spéciaux, qui ont enrichi le cinéma sans jamais faire disparaître les comédiens traditionnels. Elle défend l'idée que les personnages générés par intelligence artificielle forment un genre à part entière, qui devrait être apprécié pour ses qualités propres plutôt que comparé directement aux interprètes humains. Cependant, une partie d'Hollywood redoute qu'au-delà de l'innovation, ce soit une véritable mutation du secteur qui s'amorce : une industrie dominée par des visages numériques, où la créativité humaine risquerait d'être éclipsée par des algorithmes calibrés pour plaire.

SNO

OPENAI LANCEMENT DE SORA, UNE PLATEFORME DÉDIÉE AUX VIDÉOS GÉNÉRÉES PAR IA

OpenAI a annoncé le lancement de Sora, une application mobile qui combine génération de vidéos par intelligence artificielle et fonctionnalités sociales. Présentée comme un réseau social inédit, cette plateforme permet aux utilisateurs de créer leurs propres vidéos et d'interagir avec leurs proches. Pour l'instant, elle n'est disponible qu'en accès limité aux États-Unis et au Canada. Sora repose sur Sora 2, le dernier modèle de génération vidéo d'OpenAI, successeur de la première version dévoilée en février 2024. Chaque utilisateur peut y créer un profil similaire à ceux d'autres réseaux sociaux, avec abonnés, mentions « j'aime » et identifiant commençant par un @. L'interface, volontairement familière, rappelle celle de Twitter ou Threads, mais avec une différence notable : l'ensemble du contenu visible sur la plateforme est intégralement produit par l'IA, même s'il est publié par des personnes réelles. Lors d'une démonstration, les ingénieurs Thomas Dimson et Rohan Sahai ont illustré les possibilités offertes par Sora. Celui-ci a par exemple généré une vidéo réaliste le mettant en scène à

l'US Open, en plein match puis en conférence de presse fictive après une victoire imaginaire.

L'application propose également une fonction appelée Cameo, qui permet, avec l'accord d'une personne, de l'intégrer automatiquement dans une vidéo sur simple requête en langage naturel. Ce positionnement intervient alors que Meta, YouTube et TikTok multiplient déjà les outils et expériences liés aux vidéos créées par intelligence artificielle. Toutefois, OpenAI affirme vouloir se distinguer en recentrant l'expérience sur les liens sociaux entre amis et proches, contrairement à d'autres plateformes qui favorisent souvent des interactions plus impersonnelles.

Face aux inquiétudes liées aux deepfakes et aux risques de désinformation, OpenAI insiste sur une modération renforcée. Selon Rohan Sahai, les modèles intégrés rendent particulièrement difficile la création de contenus nuisibles, l'entreprise revendiquant une approche prudente et « conservatrice ». Aucune date n'a encore été communiquée concernant une ouverture plus large de l'application au grand public.

SNO

3^e SESSION DE LA CONFÉRENCE DES JEUNES PARLEMENTAIRES DU G20

L'ALGÉRIE MET EN AVANT SA STRATÉGIE DE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Le député de l'Assemblée populaire nationale (APN), Salmi Lakhdar, a présenté, mardi dernier à Kleinmond, en Afrique du Sud, la stratégie globale et durable de transition énergétique de l'Algérie, fondée sur deux axes majeurs : la lutte contre la désertification et le recours aux énergies propres.

Par Yakout Abina

Intervenant lors de la 3^e session de la Conférence des jeunes parlementaires du G20, M. Salmi a mis en avant les avancées réalisées par l'Algérie dans ces domaines, précisant que cette démarche s'inscrit pleinement dans les efforts nationaux de lutte contre le changement climatique et de renforcement de la résilience face aux catastrophes naturelles, conformément aux plans d'adaptation adoptés par le pays. Il a rappelé que l'Algérie est engagée dans la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et qu'elle respecte les principes de l'Accord de Paris, ce qui lui permet de promouvoir un développement durable et de renforcer ses capacités de résilience. Dans le même contexte, il a insisté sur l'importance de mobiliser des financements conséquents afin d'accélérer les projets de transition énergétique et d'intensifier la lutte contre le réchauffement climatique.

Le député a également plaidé pour que la lutte contre le changement climatique devienne non seulement une priorité politique, mais aussi une culture intégrée dans le système éducatif à tous les niveaux, avant de se traduire par des projets concrets soutenus par des budgets significatifs. S'adressant aux pays développés, M. Salmi leur a rappelé leurs engagements en matière de financement climatique, en insistant sur la nécessité de rendre opérationnel le Fonds pour les pertes et dommages, tel que prévu par les accords conclus lors de la COP29. En conclusion, il a mis en garde contre l'accélération du changement climatique et ses conséquences dévastatrices sur les communautés vulnérables, af-



firmant que le renforcement de la résilience climatique constitue un impératif pour atteindre les objectifs du développement durable, y compris pour les

pays les plus avancés, a indiqué le communiqué de l'APN.

Y.A

ARTIFICIALISATION DES SOLS EN EUROPE LES OBJECTIFS 2050 HORS D'ATTEINTE

Malgré les engagements pris pour mettre fin à l'artificialisation des sols d'ici à 2050, l'Europe continue de bétonner massivement ses terres. Une enquête inédite, publiée mercredi par Le Monde et plusieurs médias partenaires à l'échelle européenne, révèle qu'environ 1 500 km² d'espaces naturels et agricoles disparaissent chaque année, un chiffre largement supérieur aux estimations officielles.

Baptisée Green to Grey (« Du vert au gris »), cette enquête collaborative associe 41 journalistes et experts issus de onze pays, sous la coordination du réseau Arena for Journalism in Europe. Elle démontre qu'entre 2018 et 2023, l'équivalent de 9 000 km² de terres naturelles et agricoles ont été artificialisées, soit en seulement cinq ans une surface comparable à celle de l'île de Chypre. Chaque jour, près de 600 terrains de football disparaissent sous le béton, ce qui représente environ 30 km² par semaine.

Ces résultats remettent en cause la fiabilité des données officielles. Selon l'enquête, l'Agence européenne pour l'environnement (AEE) sous-estimerait considérablement l'ampleur du phénomène. L'artificialisation des sols serait en réalité 1,5 fois plus importante que ne

l'indiquent ses statistiques. Contrairement aux méthodes de l'AEE, Green to Grey s'appuie sur des images satellites à très haute résolution, analysées grâce à un modèle d'intelligence artificielle, offrant ainsi une vision bien plus précise. Un rapport de l'AEE publié en 2019 faisait état d'une diminution progressive du rythme de l'urbanisation. Entre 2000 et 2006, environ 1 086 km² étaient artificialisés chaque année, contre 711 km² entre 2012 et 2018. Mais les données révélées par l'enquête contredisent ce constat optimiste, montrant que l'urbanisation actuelle s'effectue à un rythme nettement plus soutenu.

La construction d'habitats, d'usines, de routes ou d'infrastructures touristiques se fait en grande majorité au détriment des écosystèmes naturels. Chaque année, près de 900 km² de forêts, prairies et zones humides disparaissent, auxquels s'ajoutent environ 600 km² de terres agricoles. Cette tendance, soulignent les experts, menace directement la biodiversité, les sols nourriciers, la sécurité alimentaire et, à terme, la santé des populations.

Y.A

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE TROISIÈME REcul HISTORIQUE DE LA GLACE EN MOINS D'UN DEMI-SIÈCLE

Pour la troisième année consécutive, la banquise hivernale en Antarctique a atteint une superficie alarmante, se classant au troisième niveau le plus bas depuis près de cinquante ans d'observations. Cette tendance récente et préoccupante confirme l'impact croissant du changement climatique sur les mers gelées du pôle Sud.

Selon les données préliminaires du Centre national américain des données sur la neige et la glace (NSIDC), la surface maximale de la banquise a été enregistrée le 17 septembre 2025, avec 17,81 millions de kilomètres carrés. Il s'agit du troisième plus faible niveau jamais constaté, derrière les records historiques établis en 2023 et en 2024.

Jusqu'en 2016, les mesures montraient une « augmentation irrégulière mais légère » de la surface de glace de mer, rappelle Ted Scambos, chercheur à l'université du Colorado à Boulder. Mais

depuis, la tendance s'est inversée. L'expert souligne que « la chaleur des océans se mélange désormais aux eaux proches de l'Antarctique », une preuve supplémentaire que le réchauffement climatique affecte directement la région.

Si la fonte de la glace de mer n'entraîne pas d'élévation directe du niveau des océans, son recul a des conséquences majeures. La banquise, par son albédo, réfléchit une partie importante de l'énergie solaire. En disparaissant, elle laisse place à des eaux sombres qui absorbent cette énergie, accélérant encore le réchauffement climatique.

La banquise joue également un rôle de rempart naturel, en retenant la glace terrestre du continent. Sa disparition permettrait à cette calotte glaciaire de s'écouler massivement dans l'océan, contribuant ainsi de manière significative à la montée du niveau marin.

N.K

APRÈS LES DERNIÈRES PLUIES LE BARRAGE D'AÏN ZADA RETROUVE UN NIVEAU RASSURANT

Par Yusra Dali

À la suite des récentes pluies tombées dans la région, le barrage d'Aïn Zada, situé dans la commune d'Aïn Taghrouit à l'est de Bordj Bou Arreridj, a vu son volume d'eau augmenter de 1,5 million de m³, atteignant désormais 10,2 millions de m³. Le directeur local de l'hydraulique, Mourad Benhouria, a indiqué que ces apports hydriques pourraient encore croître si les précipitations annoncées par les services météorologiques se confirment. Cette hausse du niveau de la retenue contribuera à garantir une meilleure régularité dans la distribution d'eau potable pour les quatorze communes dépendantes de la station de traitement du barrage. Elle permettra également de réduire la pression exercée sur le barrage El Maouane, dans la wilaya de Sétif, qui fournit actuellement 45 000 m³ d'eau par jour à Bordj Bou Arreridj.

Par ailleurs, les précipitations récentes ont redonné vie à plusieurs cours d'eau de la wilaya, favorisant un regain d'équilibre écologique et rechargeant les nappes phréatiques fortement sollicitées durant la période estivale, a ajouté le responsable.

Y.D

CATASTROPHE NATURELLE SÉISME MEURTRIER AUX PHILIPPINES

Par Nihad Karadeniz

Un violent séisme a frappé mardi soir la côte centrale des Philippines, provoquant d'importantes destructions sur l'île de Cebu et faisant au moins huit victimes. Les autorités redoutent que d'autres personnes soient encore coincées sous les décombres, alors que les opérations de secours se poursuivent. D'une magnitude de 6,9, la secousse a été enregistrée à 21 h 59, heure locale (13 h 59 GMT).

À Bogo, trois habitants ont trouvé la mort dans un glissement de terrain déclenché par le tremblement de terre, selon Rexan Ygot, responsable des secours locaux. La police a confirmé cinq autres décès à San Remigio, une municipalité voisine. La chaîne ABS-CBN a également rapporté d'autres victimes, dont un enfant écrasé par

des débris. Le séisme a provoqué l'effondrement d'un bâtiment commercial et d'une école à Bantayan, ainsi que d'importants dégâts sur le réseau routier des zones rurales. Des coupures d'électricité ont touché Cebu et plusieurs îles environnantes. Selon l'Institut d'études géologiques des États-Unis (USGS), quatre fortes répliques ont suivi la secousse principale. Les autorités locales craignent une variation du niveau de la mer et exhortent les habitants de Leyte, Cebu et Billiran à rester éloignés du littoral. À Bogo, ville de 90 000 habitants, ainsi que dans d'autres localités de la province de Cebu, les équipes de secours poursuivent leurs recherches dans des conditions difficiles, entravées par l'obscurité et la persistance des répliques sismiques.

N.K

INSERTION DE LA FEMME RURALE DANS LE MONDE ÉCONOMIQUE

194 PLACES PÉDAGOGIQUES POUR LES FEMMES AU FOYER

À El-Oued, la formation professionnelle s'ouvre aussi aux femmes vivant dans les zones rurales. Pour la rentrée d'octobre 2025, 194 places pédagogiques leur ont été spécifiquement réservées. L'objectif est double : leur transmettre des compétences utiles au quotidien et les inciter à créer leur propre activité.

Par Chaimaa Sadou

La direction régionale de la formation et de l'enseignement professionnels (DFEP) a ainsi conçu des programmes répondant aux besoins des femmes au foyer, en particulier celles résidant dans des localités reculées. Selon son directeur, Mohamed Ziane, les formations portent sur des métiers pratiques tels que la couture, la broderie, la coiffure ou encore la pâtisserie. Ces savoir-faire doivent leur permettre de développer de petits projets générateurs de revenus et de renforcer leur autonomie économique.

D'une durée pouvant aller jusqu'à six mois, les cours totalisent entre 100 et 300 heures et se déroulent exclusivement l'après-midi afin de s'adapter au rythme des participantes. Pour atteindre les zones les plus isolées, 22 sections détachées rattachées à 11 centres de formation ont été mises en place, dont six à proximité immédiate de la frontière, notamment à Taleb-Larbi, Douar El-Ma et Ben-Guecha. La wilaya dispose au total de 19 établisse-



ments publics spécialisés dans la formation professionnelle, capables d'accueillir jusqu'à 4 250 apprenants, ainsi que de cinq établissements privés agréés. Cette initiative s'inscrit dans un programme national visant à renforcer l'insertion économique des femmes rurales. Elle ambi-

tionne de les accompagner dans leur recherche d'emploi, tout en encourageant l'émergence de projets locaux. Une véritable opportunité pour celles qui souhaitent mettre en valeur leurs talents et les transformer en une activité durable.

C.S

COOPÉRATION UNIVERSITAIRE PARTENARIAT ENTRE L'ALGÉRIE, LA TUNISIE ET LA MAURITANIE

L'Université Mohamed Seddik Benyahia de Jijel a récemment conclu plusieurs accords de coopération avec des établissements d'enseignement supérieur de Tunisie et de Mauritanie, afin de diversifier les opportunités de recherche et d'échanges académiques.

Selon son vice-recteur, Nadjmeddine Bounar, cette démarche s'inscrit dans la volonté de l'université de renforcer son ouverture à l'international et de poursuivre l'amélioration continue de ses programmes de formation. Ces conventions concernent autant le domaine scientifique que pédagogique, en encourageant le partage d'expériences, la mobilité des enseignants et des étudiants, ainsi que la mise en œuvre de projets communs.

Avec la Tunisie, deux partenariats ont été officialisés avec les universités de Sfax et d'El Manar. Ils prévoient notamment des échanges académiques, des coopérations en recherche et des collaborations entre laboratoires, ouvrant la voie à la création de projets scientifiques appliqués et à la circulation des savoirs et technologies entre les deux pays.

Un autre accord a également été conclu avec l'Université de Nouakchott en Mauritanie. Celui-ci prévoit le lancement d'un master international commun en sciences agronomiques, portant sur des spécialisations comme la pharmacologie végétale appliquée, les aliments agricoles ou encore le contrôle de qualité. Par ces partenariats, l'Université de Jijel confirme sa volonté de s'inscrire dans une dynamique de coopération régionale et internationale, en plaçant la recherche et la formation au cœur de son développement.

RS

OCTOBRE ROSE LARGE PARTICIPATION DES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DES ASSOCIATIONS À L'OUEST DU PAYS

Les activités du mois d'Octobre Rose 2025 ont débuté, mercredi à l'Ouest du pays, dans le cadre de la campagne nationale de sensibilisation et de dépistage précoce du cancer du sein, avec une large participation des établissements de santé et de la société civile, sous le slogan " Pour un avenir sans cancer du sein, agissons maintenant ".

A Oran, le wali Samir Chibani, accompagné du directeur de la Santé et de la Population Hadj Boutouaf, a donné le coup d'envoi des activités depuis la place "Aïssa Messaoudi", située à proximité de la direction du secteur.

A cette occasion, 29 établissements de santé et hospitaliers ont été mobilisés pour la mise en œuvre du programme établi, en plus du lancement d'une caravane équipée de deux cliniques mobiles, qui sillonnera les différentes zones enclavées de la wilaya.

Le wali a salué l'adhésion des cliniques privées et des pharmacies à cet effort collectif, considérant que "la sensibilisation basée sur un partenariat entre les secteurs public et privé et la société civile constitue une stratégie capable de renforcer la prise de conscience ".

De son côté, le directeur de la Santé et de la Population a révélé que la campagne enregistre une forte implication du Conseil de l'ordre des pharmaciens, qui regroupe plus de 720 pharmacies, en plus du Croissant-Rouge algérien et de nombreuses associations et cliniques privées, avec pour objectif de dépasser les chiffres de l'année dernière, où plus de 45.000 femmes avaient bénéficié des campagnes de sensibilisation et de dépistage précoce.

A Sidi Bel-Abbes, le coup d'envoi de la campagne a été donné au siège de la direction de la Santé et de la Population, en présence des partenaires et des associations. Le directeur local du secteur, Redouane Kina, a souligné que le programme prévoit des portes ouvertes, des séances médicales et psychologiques interactives, en plus de la mise en place d'espaces mobiles pour le dépistage dans les zones éloignées.

A Tissemsilt, la campagne de sensibilisation a été lancée depuis la maison de jeunes " Le moudjahid défunt Ghesil Larbi ", à travers une activité organisée par l'association " El Fadjr ", en coordination avec les associations locales, sous le slogan " Nous sommes tous concernés par la lutte contre le cancer ", avec pour objectif d'étendre la portée de la sensibilisation dans la région, tout en insistant sur l'importance du dépistage précoce.

A El Bayadh, la direction de la Santé et de la Population a lancé un programme préventif global couvrant à la fois le cancer du sein et le cancer du col de l'utérus,

en coordination avec l'hôpital public "Mohamed Bou-diaf" et d'autres structures sanitaires.

Des caravanes médicales seront ainsi déployées dans les zones reculées pour offrir des examens gratuits et sensibiliser les femmes aux moyens de prévention. Parallèlement, les établissements de santé de El Abiodh Sidi Cheikh et de Bougtob, ainsi que les polycliniques, ont élaboré un programme comprenant des portes ouvertes, des rencontres d'information et des consultations spécialisées, en soulignant l'importance du diagnostic précoce pour réduire le taux d'incidence.

A Tlemcen, la direction de la Santé et de la Population a également mis en place un programme diversifié, incluant des campagnes de dépistage et d'examen médicaux au niveau du centre hospitalo-universitaire, de cinq hôpitaux, de sept établissements de santé de proximité, ainsi que des établissements spécialisés en santé de la mère et de l'enfant et de lutte contre le cancer. Des polycliniques ont également été mobilisées pour effectuer des visites sur le terrain dans les zones isolées, dans le cadre de la campagne de dépistage précoce. Le programme comprend aussi l'organisation de séances de sensibilisation et d'accompagnement pour les femmes atteintes et en rémission, ainsi que des programmes radiophoniques, des journées portes ouvertes dans les structures hospitalières, avec la participation active des associations locales à toutes les activités.

A Saïda, les activités d'Octobre Rose ont démarré à l'établissement hospitalier spécialisé " Hamdane Bakhta » de chef-lieu de la wilaya, avec pour objectif de sensibiliser sur l'importance des examens pour le dépistage précoce du cancer du sein et du col de l'utérus, selon cette structure sanitaire.

Au premier jour de l'opération, des consultations ont été offertes à 20 femmes, accompagnées de conseils et d'orientations fournis à de nombreuses femmes concernant le cancer du sein.

Dès jeudi, des sorties seront organisées dans diverses régions de la wilaya pour sensibiliser les femmes à l'importance du dépistage précoce du cancer du sein et du col de l'utérus, avec la réalisation de bilans médicaux supervisés par une équipe médicale spécialisée, selon la même source.

Il est à noter que les activités d'" Octobre Rose" se poursuivront tout au long du mois en cours à travers les différentes wilayas de l'Ouest, dans le cadre d'une stratégie nationale visant le dépistage précoce et la réduction de la mortalité liée au cancer du sein, à travers la sensibilisation, la prise en charge et le soutien.

RS

FESTIVAL DU FILM MÉDITERRANÉEN CLÔTURE DE LA CINQUIÈME ÉDITION AVEC LE COURONNEMENT DES MEILLEURES ŒUVRES

La 5^e édition du festival du film méditerranéen, a été clôturé mardi soir au théâtre régional Azzedine Medjoubi, avec la distinction des meilleurs films dans les trois catégories le long et court métrage et le film documentaire.

Par Malika Azeb

Le Prix de la Gazelle d'or a été attribué au film algérien *Sans vous*, réalisé par Nadjib Oulebsir, tandis que le Prix de la Gazelle d'argent est revenu à *Affaires d'honneur* d'Oussama Koubi, également originaire d'Algérie. Le jury a par ailleurs décerné des mentions spéciales au film palestinien *Waad Saghir* (Petite promesse) et à la coproduction algéro-palestinienne *Achr Dakaik Asghar* (Dix petites minutes), dans la catégorie du court métrage. Pour le long métrage, le Prix de la Gazelle d'or a couronné la production turque *Quand la noix devient jaune*, tandis que le jury a distingué le film syrien *Day Zero*. Dans la catégorie documentaire, le film libanais *Confession d'une guerre* a été récompensé, alors que l'Algérie a brillé grâce au documentaire *El Mokh*, réalisé par Salimani Mohamed Chérif et Younes Boudali, lauréat du Prix Amar El Askri. Le nouveau prix du festival de l'intelligence artificielle a, quant à lui, été attribué au film tunisien *Nafass Bin Naassène* de Zoubeir Djellassi. Côté interprétation, Salim Kechiouche a remporté le prix du meilleur acteur pour son rôle dans *Bin U Bin*, tandis que le prix de la meilleure actrice a été décerné à l'italienne Lucia Sardo. Le prix du meilleur réalisateur est revenu au film espagnol *L'île des Faisans*, celui du meilleur scénario au film



chypriote *Africa Star*, et une mention spéciale a été accordée à la production grecque *Wishbone*. La cérémonie s'est conclue par un hommage à l'artiste Faouzi Saichi, récemment disparu, avec une minute de silence en sa mémoire. À cette occasion, le commissaire du festival, Mohamed Allal, a souligné le caractère exceptionnel de cette édition et exprimé son souhait de faire d'Annaba un véritable carrefour méditerranéen du cinéma. Il a ajouté que les Journées de l'industrie

cinématographique ont ouvert de nouvelles perspectives pour les jeunes créateurs, rappelant que le cinéma est une œuvre collective qui appartient à tous. Enfin, il a affirmé que le Festival du film méditerranéen d'Annaba n'est pas seulement un rendez-vous artistique, mais aussi un espace d'échanges culturels, offrant au cinéma algérien une visibilité accrue sur les scènes méditerranéenne et internationale.

M.A

THÉÂTRE TRIOMPHE DU CARNAVAL ROMAIN À SÉTIF

Chaimaa Sadou

Au cours de la troisième édition des Journées du théâtre arabe à Sétif, la pièce intitulée *Carnaval Romain* s'est imposée comme la grande gagnante de cet événement. Le théâtre régional Mohamed-Tahar Fergani de Constantine a reçu quatre prestigieuses distinctions. La cérémonie de clôture, pleine d'émotions, a également mis en lumière un engagement profond en faveur de la cause palestinienne par le biais de l'art.

La ville de Sétif a vibré au rythme de la culture arabe lors des 3^{èmes} Journées théâtrales « Chahid Hassan-Belkired », qui a eu lieu du 27 au 30 septembre. Intitulée « Sétif, centre névralgique de l'art et des artistes », cette réunion a souligné la richesse et le dynamisme du théâtre arabe. Des troupes théâtrales de diverses nations ont présenté leurs créations, avec une œuvre algérienne qui a su se distinguer en obtenant le prix renommé du festival.

La pièce « *Carnaval Romain* », dirigée par le théâtre régional Mohamed-Tahar Fergani de Constantine, a rencontré un grand succès lors du festival en obtenant quatre des six prix décernés. Radja Houari a été récompensée en tant que meilleure actrice, tandis que Chahinaz Noghoucha a été distinguée par un prix pour la meilleure scénographie. Mouni Boualem a également été reconnu pour sa direction artistique. De plus, la prestation a été honorée en tant que Meilleur spectacle intégré. Cette création, tirée d'un écrit du dramaturge hongrois Miklós Hubay, a été développée avec une force et une intensité remarquables.

Le prix du meilleur acteur a été attribué à Djatal El Saadi pour



son rôle dans « *El Mouhadjirane* » (Tunisie) et à Moustafa Mazen pour sa performance dans « *El Miftah* » (Irak). De plus, cette création moderne a également obtenu le prix du meilleur texte théâtral dramatique, rédigé par Ghazi Mithal.

La clôture du festival a été marquée par une performance captivante intitulée « *La résilience de Handala* », qui représente la deuxième partie d'une œuvre engagée sous la direction de Djamel Labidi. Cette création collaborative, effectuée par seize artistes issus de neuf pays arabes, a célébré le personnage emblématique conçu par le caricaturiste palestinien Naji Al-Ali. Cette œuvre, évoque la souffrance ressentie par la population palestinienne et les enfants de Gaza, a profondément touché une audience réunie à la Maison de la Culture Houari-Boumediène. Dans une ambiance chargée d'émotion, le public a uni ses voix pour chanter ensemble la dernière chanson, un puissant appel à la détermination, « *Ghaza vivra pour toujours dans nos mémoires*

et nous ne resterons pas silencieux ». Ce moment émouvant a marqué la fin d'un festival qui, en plus de son aspect artistique, a été un véritable symbole de solidarité et de résilience.

L'événement a été organisé par l'association Art de la Création, avec le soutien du ministère de la Culture et des Arts, de la wilaya de Sétif, de l'APC, de la direction de la Culture, de la Maison de la Culture Houari-Boumediène, ainsi que de l'ONDA, du Théâtre National d'Algérie et du Théâtre Régional d'El Eulma.

Les Journées du théâtre arabe à Sétif ont encore une fois prouvé que le théâtre reflète fidèlement la société, tout en offrant un espace pour la créativité artistique et la réflexion. La pièce *Carnaval Romain* s'est distinguée par son originalité, alors que « *La résilience de Handala* » a ému le public avec son message commun. Cet événement, qui a obtenu une grande reconnaissance, a également consolidé la position de Sétif comme un centre culturel essentiel.

C.S

ONDA VERSEMENT DES ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE ET DE VIEILLESSE AU PROFIT DE 805 BÉNÉFICIAIRES

L'Office national des droits d'auteur et des droits voisins (ONDA) a annoncé, mercredi, avoir finalisé l'opération de versement des allocations de retraite complémentaire et de vieillesse du troisième trimestre 2025 au profit de 805 bénéficiaires. L'ONDA a précisé, dans un communiqué, que l'opération a concerné « 682 bénéficiaires de l'allocation de retraite complémentaire » et « 123 bénéficiaires de l'allocation de vieillesse ». L'allocation de retraite complémentaire est perçue par les adhérents ayant cotisé au Fonds social de l'ONDA depuis 15 ans accomplis à la date d'admission au bénéfice de la retraite et atteint à l'âge légal de la retraite (60 ans), rappelle l'Office. Concernant l'allocation de vieillesse, l'octroi de cette pension est soumis à des conditions liées notamment à l'affiliation et à l'âge légal de la retraite. De plus, le bénéficiaire doit avoir un revenu mensuel du bénéficiaire « inférieur à 80 % du Salaire minimum national garanti (Snmg) », sans condition d'effectuer la période de service. L'Office a noté que les procédures relatives au versement des pensions complémentaires de retraite complémentaire et de vieillesse pour les 9 premiers mois de l'année en cours ont été finalisées conformément à un « calendrier administratif précis ». La première opération a été effectuée en avril dernier, suivie de la seconde en juillet, tandis que la date limite pour le versement des allocations de retraite complémentaire et de vieillesse du 3^e trimestre est fixée pour fin septembre, selon l'ONDA.

RC

FOOTBALL/LIGUE 2 AMATEUR

MOB - USB À L'AFFICHE À L'EST, LE RCK ET L'ASMO POUR S'ENVOLENER À L'OUEST

ALGER - Le choc MO Béjaïa - US Biskra, entre l'actuel leader du Groupe Centre-Est de la Ligue 2 amateur de football qui se déplace chez son dauphin, sera à l'affiche de la quatrième journée, prévue vendredi et samedi, et pendant laquelle l'ASM Oran et le RC Kouba tenteront de creuser l'écart en tête du Groupe Centre-Ouest, en recevant respectivement l'ESM Kolea (6e, 6 pts) et l'US Béchar Djadid (14e, 1 pt).

Outre l'avantage du terrain, le Raed et l'ASMO auront la chance de défier des adversaires relativement fébriles lorsqu'ils évoluent hors de leurs bases, ce qui augmente leurs chances de l'emporter et de creuser l'écart sur leurs principaux concurrents, à leur tête la JS El Biar, troisième co-leader, également avec neuf points. Contrairement au Raed et l'ASMO, la JSEB aura la tâche moins facile ce week-end, car appelée à effectuer un périlleux déplacement chez le Widad de Mostaganem, réputé pour être difficile à manœuvrer sur son terrain. Une mission délicate pour les coéquipiers du défenseur Fayçal Abdat qui devront impérativement bien négocier ce déplacement, s'ils tiennent vraiment à rester au contact du RCK et de l'ASMO.

Cette journée sera marquée également par un derby algérois, entre la JS Tixeraine (13e, 1 pt) et le NA Hussein Dey (5e, 6 pts), et là encore, la victoire sera impérative pour chacun des deux clubs, car si la JST court après sa première victoire de la saison, le NAHD cherchera probablement à faire oublier sa défaite amère à domicile contre la JSM Tiaret, et de se réconcilier par la même occasion avec ses supporters. De son côté, l'USM El Harrach (7e, 5 pts), qui reste sur deux contre-performances, dont un nul (0-0) dans le derby algérois face au RC Kouba, lui essaiera de renouer avec le succès, en recevant le nouveau promu, le CRB Adrar (12e, 3 pts), et se relancer par la même occasion dans la course à l'accession en Ligue 1 Mobilis.

L'US Biskra vise la première place contre le MO Bejaia

Mais le duel au sommet de cette quatrième journée reste incontestablement ce choc du Groupe Centre-Est, entre le MOB et l'USB : deux anciens pensionnaires de l'élite, qui ambitionnent de remonter dès cette saison en Ligue 1 Mobilis, comme en témoignent leurs résultats en ce début de saison. En cas de victoire, "Les Crabes" vont



prendre un peu plus le large en tête du classement, alors qu'un succès des "Ziban" leur permettrait de s'emparer seuls de la première place, avec un point d'avance sur le MOB.

Les autres poursuivants, le CA Batna (7 pts) et le NRB Téalghma (7 pts), se déplaceront respectivement à Constantine et à Ouargla, pour y affronter le MOC (6e, 5 pts) et le CR Béni Thour (13e, 1 pt). Le CAB aura fort à faire face à une équipe de Constantine intraitable à domicile, alors que le NRB Téalghma jouera contre une formation qui n'a pas encore trouvé ses repères, avec seulement un nul et deux défaites au compteur.

Dans les autres rencontres, les équipes du bas de tableau, notamment l'US Khemis El Khechena, le MSP Batna et le Hilal Chelghoum Laïd, qui ne comptent aucun point jusqu'ici, vont probablement essayer de décrocher leurs premiers succès de la saison et en finir avec cette disette qui n'a que trop

duré. L'IB Khemis El Khechena accueillera la JSD Jijel, alors que le MSP Batna, battu par le CAB (0-1) dans le derby des Aurès, recevra le NC Magra (12e, 1 pt), défait lui aussi sur son propre terrain lors de la précédente journée. De son côté, le Hilal de Chelghoum Laïd, en difficulté depuis le début de la saison sera appelé à défier le nouveau promu, Béni Ouelbane (5e, 7 pts), et qui est toujours invaincu pour sa première saison à ce niveau. La plupart des matchs, dans les deux groupes auront lieu le vendredi 3 octobre à 15h00, et seules trois rencontres ont été décalées au lendemain, le samedi 4 octobre.

Il s'agit des duels JSM Tiaret - USM El Harrach et GC Mascara - WA Tlemcen dans le Groupe Centre-Ouest, ainsi que CR Béni Thour - NC Téalghma dans le Groupe Centre-Est.

RS/APS

DISCIPLINE/SANCTIONS

1 MOIS DE SUSPENSION POUR LE GARDIEN DE L'USM ANNABA

La commission de discipline de la Ligue nationale du football amateur (LNFA) inflige un mois de suspension ferme au gardien de l'USM Annaba, Mehdi Benabdelkader.

Le portier de l'USM Annaba est sanctionné pour « comportement déplacé envers l'arbitre » qui avait officié le match de la 3e journée de Ligue 2 (Groupe Centre-Est), disputé le 26 septembre dernier à Boumerdès, et sa sanction est rehaussée d'une amende

de 20.000 DA », précise la LNFA dans un communiqué, diffusé sur son site officiel.

Pour sa part, le gardien de la JS Bordj Menaiel, Abdelhamid Brahimi, s'est vu infliger une suspension de deux matchs fermes et une amende de 25.000 DA, pour « mauvais geste » lors dudit match contre l'USM Annaba (1-1).

RS

COURSE D'AZAZGA

LA 4^E ÉDITION PRÉVUE POUR LE 31 OCTOBRE



La quatrième édition de la course pédestre « 10 km sur route de la ville d'Azazga » est programmée le vendredi 31 octobre courant, annonce mercredi la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA). Cette course d'envergure nationale est ouverte aussi bien aux messieurs qu'aux dames, jeunes et moins jeunes.

Les inscriptions ouvertes jusqu'au lundi 27 octobre

« Les inscriptions ont débuté ce mercredi 1er octobre et le délai restant est encore précisé. La précédente édition s'était déroulée le 22 novembre 2024. Elle a été organisée par le club local, Azazga Athlétisme, en étroite collaboration avec la Ligue d'Athlétisme de la wilaya de Tizi Ouzou et la Commune d'Azazga.

La 3e édition a drainé la participation de plusieurs centaines d'athlètes, messieurs et dames, de différentes catégories d'âge et les organisateurs espèrent que cette édition 2025 connaîtra le même succès.

RS

FOOTBALL/LIGUE 1 MOBILIS

PLUSIEURS ENTRAÎNEURS ET DIRIGEANTS AUDITIONNÉS LE 2 OCTOBRE

Plusieurs entraîneurs et dirigeants de clubs sociétaires de la Ligue 1 Mobilis de football seront auditionnés ce jeudi, par la Commission de discipline de la Ligue du football professionnel, a annoncé cette instance mercredi. Il s'agit des entraîneurs du MC El Bayadh et du CR Belouizdad, respectivement Chérif Hadjar et Sead Ramovic, dont les auditions sont prévues à 11h00 et 12h00. Le dirigeant du MC Oran, Baroudi Bellelou, et son secrétaire général, Mohamed Faouzi Bouanani, ont été également convoqués par la commission de discipline, pour être auditionnés vers 11h30. Il en sera de même pour le secrétaire général de l'USM Alger, Mustapha Laroussi,

qui sera auditionné à 12h00, concernant son comportement lors de la 6e journée de championnat, ayant vu son équipe se neutraliser à domicile contre le MC El Bayadh (1-1). Par ailleurs, la Commission de discipline de la LFP a infligé un avertissement au MC Oran et une amende de 400.000 DA, pour "utilisation de fumigènes" et "jets de projectiles" sur le terrain (2e infraction), sans causer de dommages corporels. "Le dossier du MCO reste ouvert, en attendant des compléments d'information" a encore précisé la LFP dans un communiqué, diffusé sur son site officiel.

RS

FOOTBALL

LE 3^E GROUPE DE LA FORMATION "LICENCE CAF A" EN STAGE DU 18 AU 23 OCTOBRE À TIPASA

Le Département Formation de la Direction technique nationale (DTN) organise le module 2 de la formation pour la licence CAF A pour les candidats du 3ème groupe, inscrits sur la plateforme de la CAF et confirmés par le système 2025, a indiqué mercredi la Fédération algérienne de football (CAF). Le stage aura lieu du 18 au 23 octobre 2025 au Centre de regroupement et de préparation

de l'élite sportive de Fouka (Tipasa), précise l'instance fédérale sur son site officiel. Selon la même source, les vingt cinq (25) candidats participant doivent s'acquitter des frais de participation à ce module, fixés à 70 000 DA, par virement à la Banque Extérieure d'Algérie (BEA). Le bordereau de versement doit être envoyé avant le 14 octobre 2025.

RS

ESC@LES SUR LE NET

facebook

tumblr



YouTube



Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

L'HISTOIRE DE LA CITADELLE OU PALAIS D'EL MECHOUAR DE TLEMCCEN

Tlemcen, ville d'Art et d'Histoires abrite un nombre inestimable de monuments et sites historiques dont la Citadelle d'El Mechouar.

Durant leur règne, les Rois Zianides érigèrent d'importants édifices afin de laisser une empreinte indélébile à la postérité, le Palais d'El Mechouar, en fait partie, c'est un Palais Royal Zianide, situé au centre ville de Tlemcen.

Construit au Moyen-Âge par les Rois Zianides en 1248, le Mechouar, littéralement

« Aile du Conseil » (lieu de mouchawara, soit conseils consultatifs), doit son nom à la salle où se réunissaient les Ministres autour du Roi de Tlemcen.

El Mechouar désignait en Andalousie et dans le Maghreb un Palais-Citadelle.

Le Palais fait partie de la Citadelle du même nom qui a été construite en 1145, là où le Roi Almoravide, Youssef Ibn Tachfin, a installé sa tente lors du siège d'Agadir (ancien nom de Tlemcen).

La Citadelle, de forme rectangulaire, mesurant 200 m de long et 150 m de large, est transformée en Palais par le Roi Abdalwadide Yaghmoracen Ibn Ziane.

Le Palais-Citadelle devient alors la résidence officielle des Zianides.

Ces édifices sont agrandis, embellis et restaurés au fil des siècles, par les diverses Dynasties qui se sont succédé à Tlemcen, à savoir les Almoravides, Almohades, Zianides et Ottomans.

Le corsaire Ottoman Aroudj Barberousse s'empara de la Citadelle en 1516 après que les habitants de Tlemcen lui demandent de l'aide pour chasser leur Roi, Abou Hamou III, qui avait fait allégeance aux Espagnols.

Aroudj devient le nouveau souverain de Tlemcen jusqu'en 1518.

L'ancien Roi de Tlemcen fait appel aux Espagnols pour l'aider à reprendre possession de la ville.

Aroudj est assiégé pendant six mois dans la Citadelle d'El Mechouar.

Alors qu'il parvient à sortir de la Citadelle, fortement cernée, il est vite rattrapé puis décapité.

Après la prise de Tlemcen en 1337, le Sultan Mérinide Abou Al-Hasan Ben Outhman fait du Palais sa résidence et sa base opérationnelle dans sa tentative d'unification du Maghreb.

C'est là et à cet effet qu'il signe en 1339 une alliance économique et Militaire avec le Vicomte de Narbonne, Ambassadeur du Roi Jacques III de Majorque.

Sa défaite à Kairouan en 1348 met fin à la présence de la Dynastie Mérinide au Mechouar et permet la restauration du Royaume Zianide de Tlemcen.

Après la victoire de Hassan Agha, Calife de Kheireddine Barberousse, sur les troupes de Charles Quint débarquées à Alger en 1541, le Roi de Tlemcen, Moulay Mohamed, dénonce son allégeance aux Espagnols et livre El Mechouar aux Ottomans.



C'est alors le déclin du Royaume Zianide.

Lors de la signature du traité de la Tafna en 1837, l'Émir Abdelkader dispose du Palais qu'il occupe jusqu'en 1842, date de sa reprise par les troupes coloniales Françaises qui en font, dans un premier temps, une caserne.

La Mosquée est, quant à elle, transformée en Église. Le site est peu à peu défiguré, notamment lorsque les Français y ajoutent des bâtiments administratifs et militaires.

Ce n'est que le 1er Décembre 1962 que les clefs d'El Mechouar sont remises à Fodil Sid Lakhdar, représentant de la Préfecture de Tlemcen.

Au lendemain de l'indépendance, la Citadelle est transformée en École des Cadets Militaires.

D'ailleurs, c'est là que le grand écrivain Yasmina Khadra effectue sa scolarité à partir de 1964. Période qu'il relate dans son livre intitulé L'écrivain. L'école ferme ses portes en 1986 et le site est rendu à la ville.

La Mosquée d'El Méchouar construite en 1317 par le Prince Zianide Abou Hamou Moussa 1er, la Mosquée d'El Méchouar ne garde de son aspect d'origine que le minaret puisqu'elle a été remaniée à l'ère Ottomane puis transformée en église sous l'occupation Française.

Sur ce minaret figurent deux inscriptions :

La première :
« Al-Youmn Wa'l-Iqbâl » (le bonheur et le succès) est une formule très répandue sur les monuments.

La seconde :
« Yâ Thiqatî Yâ Amalî ! Anta Erradjâ, Anta Al-Walî, Akhtim Bi Khairin'Amalî », (Ô ma Confiance,

Ômon Espérance, c'est Toi l'Espoir, c'est toi le protecteur, scelle mes actions pour le Bien).

Le Ministère Algérien de la Culture a lancé en 2010 un projet de restauration du Palais El Mechouar.

Ce projet est précédé d'une phase de fouilles archéologiques dirigées par le Centre National de Recherches Archéologiques d'Alger.

Ces fouilles permettent de mettre au jour des traces de constructions de différentes époques ainsi que du mobilier archéologique tels que des pierres tombales, des espaces d'eau ou des pièces de céramique.

Lors de fouilles aux alentours et dans la Cour du Palais Royal, des silos, au nombre de seize, remontant à l'ère de la Dynastie Zianide sont découverts.

Ils étaient utilisés pour la conservation et le stockage de provisions en prévision de toute calamité ou invasion étrangère.

Les fouilles ont également révélé des passages souterrains allant au-delà des limites connues du Palais, jusqu'à l'actuel restaurant traditionnel Assila, près de la porte principale du Mechouar, et à l'Est, jusqu'à l'École d'Arts Culinaires de Tlemcen. Des traces d'un des quatre Palais d'El Mechouar ont été découvertes, sans démontrer lequel de ces Palais il s'agit, à savoir :

Dar El-Mouk, Dar Abi Fahr, Dar Essourour et Dar Erraha.

Publié par Salim Benblal sur Facebook, dans Tlemcen, histoire et nostalgie, le 30 septembre 2025.

A PROPOS DU HAÏK

Le célèbre écrivain Espagnol Diego de Haedo, 17ème siècle a écrit à propos des femmes d'Alger dans son ouvrage Topographia de Argel (Topographie d'Alger).

Il décrit ainsi les Algéroises :

<< Quand elles sortent de chez elles, elles mettent des manteaux blancs, très déliés, en laine fine ou tissus de laine et soi >>

Certaines sources le disent Berbères ou Turque mais la version la plus plausible est comme suit :

L'origine du Haïk remonte " au 16ème siècle lors de l'invasion de la Tunisie par les Normands de Sicile et des Espagnols conduits par Charles Quint et un peu plus tard par Barberousse.

En effet, durant cette période de chaos pour se prémunir contre les convoitises des conquérants, les femmes se protégeaient par le Haïk qui cache tout le corps " !

Le mot est emprunté à l'Arabe Maghrébin Hayk qui provient du verbe Arabe hâka qui signifie, « tisser ».

D'abord employé sous la forme francisée heque (1654), il connaît de nombreuses variantes hayque (1667), alhaïque (1670), eque (1670),

haïque (1683), hayc (1686) !

Le mot haïk sera d'abord féminin (1725) et se fixe au masculin en 1830 !

Par rapport aux couleurs, on remarque qu'il est d'un blanc immaculé à Alger, Tlemcen, Béjaïa et Oran, alors qu'à Constantine, il est noir !

Les différents Style et Model du HAÏK sont :

HAÏK M'RAMA : d'une haute qualité, très raffiné à base de fils de soie pure ou de la soie ou des fils de laines de luxe, ce HAÏK était porté par les femmes nobles d'ALGER et de ces environs, pour se démarquer des autres femmes !

Il paraît qu'il n'était pas tissé en Algérie mais, importé de TUNISIE en majeure partie !

HAÏK ELAACHAACHI : porté par les femmes de TLEMCCEN aux quotidiens, fabriqué et tissé sur place !

HAÏK SEFSARI : tisser à partir de la pure soie ou du coton.

Ils étaient réservés à la femme de l'EST et considéré comme la tenue des femmes Andalouse !

La MLAYA reste par contre, la tenue traditionnelle par excellence de la femme de l'Est Algérien.

De couleur noire, les femmes Constantinoises



étaient les premières à la porter en signe de deuil à Salah BEY !

Publié par Salim Benblal sur Facebook, dans Tlemcen, histoire et nostalgie, le 25 septembre 2025.



Fajr	Dohr	Asr	Maghreb	Isha
03:53	12:44	16:34	19:52	21:29

ATTAQUES DU PREMIER MINISTRE MALIEN CONTRE L'ALGÉRIE

UNE DIVERSION POUR MASQUER LES ÉCHECS DES PUTSCHISTES, SOULIGNENT DES EXPERTS

Des experts ont souligné que le discours prononcé par le Premier ministre malien à l'Assemblée générale des Nations unies, dans lequel il a attaqué l'Algérie, n'était qu'une diversion visant à masquer les échecs cuisants des militaires putschistes au pouvoir, que le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a sévèrement recadré devant la même tribune onusienne.

Les déclarations du Premier ministre malien "sont regrettables. Ce qu'il faut comprendre, c'est que cette junte nous a habitués à quelque chose. Chaque fois qu'elle se retrouve dans des situations dans lesquelles elle doit satisfaire les besoins élémentaires des populations, elle crée des ennemis artificiels", a indiqué à la Radio nationale, mercredi, Etienne Fakaba Sissoko, professeur d'université contraint à l'exil et opposant à la transition au Mali.

Il a assuré que le peuple malien, dans sa majorité, était "reconnaissant" envers l'Algérie qui a consenti d'énormes efforts en faveur de la paix et de la sécurité dans leur pays.

Il a notamment salué la réponse forte de M. Ahmed Attaf lors de son discours devant l'Assemblée générale de l'ONU.

"Je suis particulièrement heureux de voir que dans son discours, le ministre des Affaires étrangères algérien, reconnaît que le peuple malien ne mérite pas la gouvernance actuelle et le calvaire qu'il (endure) par la faute malheureusement d'une junte qui s'accroche désespérément au pouvoir et n'arrive pas à produire des résultats satisfaisants pour les populations", a souligné l'intervenant.

De son côté, la chercheuse au centre d'études africaines de l'université de Porto au Portugal, Isabelle Lorencó a fait observer que les militaires putschistes précipitent le Mali dans l'isolement.

"Au Mali, il faut constater que les autorités militaires cherchent avant tout à isoler le pays et la population en privilé-



giant leurs propres intérêts personnels. Cette stratégie, loin de renforcer la stabilité, contribue au contraire, à fragiliser la société et à accentuer les questions internes", a-t-elle expliqué.

Sur le plan international, elle a fait remarquer que le choix d'alliances des putschistes maliens "ne servent pas réellement la cause d'une Afrique unie et souveraine, mais tend à marginaliser davantage le Mali dans son environnement régional et continental".

"En définitif, l'isolement mené par les dirigeants militaires, devient en lui-même un facteur d'instabilité qui compromet l'avenir du pays".

Dans son allocution prononcée lundi lors du segment de haut niveau de l'Assemblée générale de l'ONU, M. Attaf avait affirmé que "la République du Mali ne peut être réduite à une junte qui n'envisage l'avenir de son pays qu'à travers le prisme de s'accrocher au pouvoir et de dominer son peuple".

Il a toutefois, assuré, que "la main de l'Algérie reste tendue, ses efforts demeurent constants et son réservoir de patience n'est pas, et ne sera jamais épuisé pour faire prévaloir les liens qui l'unissent à ses frères maliens, des liens qui restent inébranlables par de tels facteurs conjoncturels, malgré leurs effets néfastes et la bassesse de leurs auteurs".

Il a souligné également que ce pays frère est bien au-dessus de tous ces putschistes conspirateurs.

RA

SOMMET DES PRÉSIDENTS DE PARLEMENT DU G20 EN AFRIQUE DU SUD

L'ALGÉRIE RÉAFFIRME SON ENGAGEMENT POUR LES VALEURS DE JUSTICE ET DE PAIX INTERNATIONALE

Le vice-président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Slimane Smaili, a mis en avant, mercredi, lors des travaux du Sommet des Présidents de Parlement du G20, organisé à Kleinmond (Afrique du Sud), l'engagement constant de l'Algérie en faveur des valeurs de justice, de solidarité et de paix internationale.

Dans une allocution prononcée au nom du président de l'APN, M. Brahim Boughali, M. Smaili a souligné "l'engagement constant de l'Algérie en faveur des valeurs de justice, de solidarité et de paix internationale".

Evoquant le rôle de la diplomatie parlementaire, M. Smaili a affirmé qu'elle "constitue un pont pour rapprocher les peuples, briser les barrières et renforcer l'entente internationale", insistant dans ce contexte sur le fait que l'Algérie "accorde une importance capitale aux relations parlementaires à travers le monde via l'échange de visites et la participation aux espaces régionaux et internationaux, ce qui reflète son engagement indéfectible en faveur de la justice et de la solidarité".

S'agissant de la question palestinienne, le vice-président de l'APN a réaf-

firmé "la poursuite du soutien de l'Algérie à cette cause, tout en condamnant les crimes de génocide et de famine à Gaza", et en réitérant sa position en faveur du droit légitime du peuple palestinien à établir son Etat indépendant avec Al-Qods pour capitale.

L'accent a été mis également sur "l'attachement de l'Algérie à l'autonomisation des femmes et des jeunes dans la vie politique et économique, à travers les institutions élues et les conseils spécialisés, tout en promouvant les valeurs d'égalité et de citoyenneté active".

Quant au dossier climatique, le vice-

président de l'APN a souligné que "l'Afrique paie le prix fort des impacts du changement climatique, malgré sa contribution limitée à ses causes", rappelant, à ce propos, les initiatives de l'Algérie pour soutenir le continent, notamment l'affectation d'un milliard de dollars pour financer des projets de développement dans les domaines de la santé, de l'éducation, des infrastructures et de l'énergie, via l'Agence algérienne de coopération internationale, selon le même communiqué.

RA

IATF 2025

PUBLICATION SPÉCIALE DU CNDPI DÉDIÉE À L'ÉVÈNEMENT

Le Centre national de documentation, de presse, d'image et d'information (CNDPI) a édité une publication spéciale dédiée à la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), organisée récemment à Alger, dans l'objectif de documenter cet important événement international, qui a eu un franc succès sur tous les plans.

Cette publication, parue en arabe et en anglais, intitulée "Algérie, capitale de l'économie africaine", revient sur les principales haltes et activités de cet événement économique international, organisé du 4 au 10 septembre.

Cette publication de 114 pages re-

prend les principaux discours et déclarations officiels, ainsi que les couvertures de l'événement par la presse nationale et l'APS, en braquant la lumière sur les entreprises algériennes et africaines participantes, et les principaux accords et contrats d'exportation, de partenariat et d'investissement conclus, où l'Algérie s'est taillée la part du lion.

La publication revient sur le discours du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de la cérémonie d'ouverture de l'IATF, tenue au Centre international de conférences (CIC) "Abdelatif Rahal" (Alger), un dis-

cours largement salué par les dirigeants africains, car porteur "d'une vision stratégique intégrée et d'une feuille de route pour bâtir un continent indépendant avec ses décisions souveraines qui place les intérêts de ses pays au-dessus de toute considération et contribue à la concrétisation du décollage économique tant attendu par ses peuples".

La publication s'est intéressée également aux points essentiels évoqués par les dirigeants africains lors de la séance de débat, visant à "faire de l'Afrique un continent intégré et un acteur clé sur la scène internationale".

Concernant l'idée de cette publica-

tion, le directeur général du Centre, Nabil Zaoui, a expliqué qu'elle "se veut une continuité de la couverture médiatique du grand événement économique africain organisé dans notre pays", et "une documentation de ce grand exploit qui s'ajoute aux autres réalisations de l'Algérie dans tous les domaines, tant au niveau national qu'international, ainsi que dans le domaine médiatique, devenant ainsi une référence et un document historique de cet événement national et continental exceptionnel".

RA